



# 21<sup>ème</sup> congrès de l'Union Départementale du Val-de-Marne

26, 27 et 28 mai 2021

# Table des matières



*la*  
**cgt**  
*Val de Marne*

**21<sup>e</sup> Congrès  
de l'union  
départementale**

Appel du 21eme Congres	3
Introduction : Cédric QUINTIN	4
<b>RAPPORT FINANCIER</b>	11
Circuit de reversement des cotisations	12
FNI 2014 2020	12
Type de FNI	13
Nombre de timbres	13
Diapo Montant des timbres	13
Rapport de la commission des candidatures-	19
Résultat de l'élection de la CE de l'UD	23
Conclusions du 21ème congrès	24

## Appel du 21<sup>ème</sup> Congrès

Les Syndicats, sections syndicales, Unions Syndicales et Unions Locales CGT du Val de Marne, réunies en congrès les 26, 27 et 28 mai 2021, appellent toutes les structures de la CGT, chaque militant.e, chaque syndiqué.e, à un sursaut.

Conscient.e.s des difficultés grandissantes et de plus en plus dramatiques, rencontrées par l'ensemble des travailleurs et les travailleuses du pays et du monde, difficultés provoquées par la phase actuelle du capitalisme, les congressistes considèrent qu'il n'est que temps de dynamiser l'action de masse.

Nous ne pouvons plus nous contenter de déplorer la situation, de constater l'inertie des un.e.s, la collaboration de classe des autres, la manipulation des esprits par ces valets du capital que sont certains des grands médias audiovisuels, tels BFM ou CNews.

Il est temps de sortir des tendances sociales-démocrates fatalistes et pseudo-réalistes, qui nous conduisent à un immobilisme certain ; il est temps de renouer avec l'ambition de la Charte d'Amiens, celle de la double besogne, celle qui implique d'analyser de façon détaillée le fonctionnement de la société capitaliste, pour mieux la comprendre, pour mieux la combattre, pour mieux la renverser ; il est temps d'investir tous les milieux professionnels, c'est-à-dire tous les secteurs d'activité, tous les types d'entreprises (privées ou de service public), toutes les catégories socio-professionnelles, les privé.e.s d'emploi, tous les genres et tous les âges (donc y compris les travailleurs et travailleuses retraitables et retraité.e.s qui ont tant de revendications de classe et tant à apporter à la CGT), enfin, tous les statuts, afin d'être de nouveau, pleinement, la CGT de classe et de masse ; il est temps de revoir nos frères et sœurs étrangers et étrangères, ceux qui, ici, en France, essayent, tant bien que mal, de survivre et d'aider leurs familles lointaines, mais aussi nos camarades organisé.e.s, ailleurs dans le monde, contre le capitalisme, contre la collaboration de classes. Il est temps !

C'est possible, nous sommes riches de 645000 adhérent.e.s, de 645000 cerveaux, de 645000 cœurs. Notre influence va au-delà, puisque nous sommes la première organisation syndicale, en représentativité avec le public et en nombre d'adhérents et d'adhérentes, que nous sommes sollicités, par nos collègues, mais aussi par les autres OS, même lorsque nous sommes minoritaires. On

le sait dans nos UL et nos syndicats, lorsqu'il n'y a pas de syndicat dans une entreprise, ses salarié.e.s savent trouver la CGT.

Pour que cette influence, ces sollicitations se transforment en combat, nous pouvons être 645000 pour mettre le monde du travail en ordre de bataille. Pour que cela soit efficace, il convient de sortir d'une certaine institutionnalisation de notre syndicat, de sortir de la recherche d'unité au sommet avec les syndicats d'accompagnement.

Les directions de la CGT doivent jouer leur rôle d'organisatrices et de coordinatrices des luttes, halte à la dispersion ! ; elles doivent mener une politique de formation des militants et militantes de grande ampleur, afin de construire des revendications économiques révolutionnaires ; elles doivent s'appuyer sur une Qualité de Vie Syndicale digne de ce nom, pour mettre en œuvre des plans de syndicalisation : 645000 c'est pas mal (mieux que la somme de tous les adhérents et adhérentes des partis politiques), travailler à un renforcement pour atteindre le million est plus, c'est mieux !

Nous sommes à un tournant, les dangers factieux sont là ! La CGT doit être ambitieuse, c'est pour cela que certaines organisations se sont réunies à Martignes, Gardanne et ont lancé l'appel « pour une CGT à la hauteur des enjeux de la période ». Il nous faut affirmer notre volonté d'élaborer un processus d'actions offensives, basées sur un socle commun à toute la CGT, de revendications fédérantes, motivantes, pour paralyser le pays et l'économie, jusqu'à la victoire du monde du travail !

Nos prochains rendez-vous sont le 15 (dans le département à 10H00 devant la préfecture, avant le rassemblement parisien) et le 22 juin, toutes et tous dans la rue à Paris.

Le congrès de l'UD appelle l'ensemble des organisations et des structures de la CGT, à ce sursaut, à construire partout la lutte, le rapport de forces et la victoire sur le capitalisme pour que le monde de demain soit celui des jours heureux.

VIVE LA CGT !

## Rapport d'introduction : Cédric Quintin

Cher.es Camarades,

Après plus d'un an de pandémie mondiale et de crise sanitaire internationale qui ont abouti, au moment où ces lignes sont écrites, à plus de 3 500 000 décès dans le Monde, dont 109 000 dans notre pays ; après des mois de confinement, de déconfinement, puis de reconfinement, puis d'interminables couvre-feux combinés à des atteintes aux libertés sans précédent, ce n'est évidemment pas sans une certaine émotion que nous nous retrouvons toutes et tous ensemble ce matin, en présentiel, pour ouvrir les travaux de notre 21<sup>ème</sup> congrès départemental. Ce n'est pas non plus sans une certaine jubilation que nous ouvrons ce congrès de la CGT du Val-de-Marne, en présence du Maire communiste Pierre Garzon, ici-même dans cette ville rebelle, solidaire et populaire de Villejuif, dans laquelle, Vincent vient d'en faire état, nous avons livré de mémorables et victorieuses batailles contre l'ancien maire de droite, contre sa politique antisociale, destructrice et sa haine anti-cégétiste.

C'est cette même droite réactionnaire, vous le savez, ce même clan arrogant et décomplexé qui entend faire main basse, dans quelques jours, sur le Conseil départemental du Val-de-Marne ! Nous savons toutes et tous ici les conséquences désastreuses que ce basculement politique engendrerait pour le monde du travail, la jeunesse, les retraité.es, les privé.es d'emploi de ce département ! Pour le monde syndical également, pour l'ensemble des salarié.es en lutte avec ou sans papiers, pour le monde associatif ou celui de la culture !

Cette UD, les Camarades, n'a pas pour habitude de se défilier, de regarder ailleurs, ni de raser les murs quand un danger de cette nature se présente. Clairement donc, dans les limites et le respect de notre périmètre syndical, nous devons tout mettre en œuvre pour faire barrage aux prétentions de la droite les 20 et 27 juin prochains. Quelle soit sarkozienne, macroniste ou fasciste, cette droite doit être partout battue. Sans appeler, évidemment, à voter pour tel.le ou tel.le candidat.e, nous pouvons contribuer par notre diagnostic et nos analyses

syndicales, à intéresser et à éclairer les salarié.es sur les enjeux des départementales

et des régionales. Qu'il s'agisse de la libéralisation de la RATP, de la dernière contre-réforme des retraites ou des fonds publics versés aux entreprises sans contrepartie, nous pouvons démontrer assez facilement que de voter pour les listes de droite ou s'abstenir, c'est agir contre son camp, c'est desservir le bien commun et l'intérêt général.

En mettant à disposition de tous les syndicats un tract départemental dès la semaine prochaine, c'est cet engagement concret dans la bataille qu'a décidé d'enclencher la dernière commission exécutive de l'UD qui s'est réunie le 5 mai dernier à Créteil. Faisons en sorte, les Camarades, que notre congrès amplifie cet appel et la mobilisation de toutes et tous nos militant.es.

Il y a 150 ans, jour pour jour pour ce qui est de la terrible semaine sanglante, naissait la Commune de Paris. Pendant 72 jours, de mars à fin mai 1871, forts de l'énergie vitale du désespoir, après la guerre et un siège de la capitale par les Prussiens, les plus démuni.es, les ouvrier.ères, le monde du travail, défiant une représentation dans l'exigence commune d'une démocratie directe, participative, avec une représentation d'élus légitimes pour mettre en œuvre une véritable république égalitaire et sociale, une république du peuple par le peuple. Ce projet politique portait l'espoir d'une vie digne et meilleure pour toutes et tous avec des décrets d'une telle modernité qu'ils sont, 150 ans plus tard, en totale résonance avec beaucoup de nos revendications contemporaines. Je vous laisse découvrir ou redécouvrir cette histoire dans l'excellente brochure qu'a produit notre IHS (Institut d'histoire sociale), à prendre connaissance de l'exposition prêtée et à écouter attentivement, demain, l'intervention toujours de grande qualité, de notre Camarade Jacques Aubert, président de notre Institut d'histoire sociale.

Bien que, laminée, finalement, par la revanche meurtrière des réactionnaires tous unis contre le peuple de Paris, cette expérience a néanmoins donné espoir pour des générations en ce possible d'un collectif populaire organisé. Samedi 29 mai, lendemain de la clôture de notre congrès, une importante et conséquente initiative se tiendra Place de la République dès 10h.



A 14h, une marche jusqu'au mur des fédérés au cimetière du Père-Lachaise sera organisée. Notre UD en est co-organisatrice.

Epuisé.es ou non par ces trois jours de congrès qui s'ouvrent, nous invitons toutes et tous les congressistes à prolonger nos travaux en participant concrètement et physiquement à cette journée du 29 mai, et nous invitons dès à présent tous les syndicats et syndiqué.es du Val-de-Marne à s'organiser pour être massivement présent.es à la marche unitaire et populaire de 14h. Comme l'écrivait notre Camarade Guy Moquet dans d'effroyables autres circonstances, soyons dignes d'eux ! Savoir d'où l'on vient pour savoir où l'on va doit demeurer une constante, pour ne pas dire une obsession. Entre cette « histoire ancienne » et celle que nous vivons aujourd'hui, les conditions sont, il est vrai, totalement différentes. Mais, à y regarder d'un peu plus près, le problème politique de fond, en vérité, demeure : une classe possédante et parasitaire impose au peuple un traitement qu'il ne supporte plus. En résulte aujourd'hui comme hier, dans des temps et des conditions sociales différentes, une situation révolutionnaire. À l'heure où le capitalisme financiarisé, globalisé, entraîne l'humanité à sa perte, la Commune de Paris, mais également octobre 1917, 36, 45 ou 68, trouvent indéniablement une résonance particulière.

Un siècle et demi plus tard, c'est bien la rupture de l'oppression et de l'exploitation capitaliste qu'il nous faut continuer de gagner dans les têtes et dans l'action. Le fléau pandémique dans lequel nous sommes toujours englués l'a montré aux yeux du Monde comme jamais nous avons pu le faire auparavant. Ce système capitaliste en crise a été incapable de conjurer la catastrophe, de protéger les populations et encore moins de répondre aux besoins. Ce n'est ni dans son ADN, ni dans son logiciel idéologique. Le résultat est sous nos yeux, c'est un carnage !

Les raisons profondes de celui-ci ne sont pas à rechercher dans le pangolin, ou chez les chauves-souris. Elles sont, clairement, le fruit de 40 années de politique libérale ! c'est au nom de ce dogme, qu'ils détruisent nos conquies sociaux, démantèlent les hôpitaux, sacrifient la recherche, détruisent les emplois, nos services publics, nos industries et notre protection sociale. C'est sur injonction du capital qu'ils pillent nos richesses pour les verser sans conditions

aux entreprises et aux multinationales.

Qu'ils livrent notre pays au privé pour garantir et gonfler les fortunes de quelques grandes familles bourgeoises. Nous en sommes toujours là les Camarades, et c'est à cette échelle que le rapport des forces capital-travail reste aujourd'hui scotché. Si les consciences ont indéniablement bougé ces derniers mois, notamment sur la nature et les origines de la crise, elles ne se matérialisent pas pour le moment en élévation de la nécessaire mobilisation. Défricher les voies pour y parvenir, pousser nos réponses collectives, doit être la mission première de ce 21<sup>ème</sup> congrès. Cet enjeu collectif, les Camarades, devra être supérieur aux problématiques de chacune et chacun. A un an et demi du 53<sup>ème</sup> congrès confédéral, à la veille de nouvelles journées d'actions, dont la manifestation nationale du 22 juin à Paris, à l'aube d'une séquence politique majeure en 2022 où le péril fasciste n'est plus seulement une menace dans notre pays, ce congrès de l'UD devrait être celui du commun, de toutes et tous ensemble, de l'intérêt général et de l'interprofessionnel. Chacune et chacun ici, devra le mesurer, notre congrès se tient à un moment charnière de notre histoire. La barre des enjeux s'élève de tous les côtés : environnementaux, économiques, politiques et géostratégiques. Une période est clairement en train de s'achever, sans que pour autant, celle qui s'annonce soit clairement définissable. Tout peut arriver, tout peut basculer vers le pire comme vers le meilleur. Le Monde d'après, en vérité, se joue maintenant ! Ou il sera pire, selon les schémas de nos adversaires de classe, ou nous parviendrons à en faire ce que nous avons décidé d'en faire !

Délégué.es du 21<sup>ème</sup> congrès, en plus des amendements que vous avez déposés, de l'adoption de notre texte que vous aurez la responsabilité d'enrichir et de valider, c'est de ces grands sujets de société que nous avons impérativement besoin de débattre et d'approfondir durant ces 3 jours. Projet d'orientation, bilan d'activité de la direction sortante, renforcement syndical, politique des cadres ou composition de la future commission exécutive, ce congrès départemental devra aussi évaluer où nous en sommes sur tous ces points.

Par votre intermédiaire, par nos échanges et l'apport de nos 3 grands invités, il va déterminer où nous voulons aller et comment nous entendons y parvenir. Nous avons besoin de nous dire des choses les Camarades, d'en faire l'inventaire, d'en évaluer la pertinence et l'efficacité. C'est cette même exigence de lucidité et de résultat que nous déclineront

avec l'ensemble des syndicats, à l'occasion des congrès et comités généraux qui se tiendront dans chaque union locale et union syndicale d'ici la fin de cette année 2021. Dans une situation sanitaire, espérons-le, améliorée, au plus près des réalités et besoins de nos syndicats, ces prochains rendez-vous statutaires de nos unions locales et unions syndicales nous permettront d'aller au bout de nos décisions et de nos transformations. Faiblesses structurelles, atomisation salariale et syndicale, affaiblissement des moyens syndicaux, j'y reviendrais rapidement tout à l'heure avant notre séance de cet après-midi avec Stéphane Sirot, qui nous donnera le loisir d'approfondir nos échanges de cette première matinée.

Avant d'en venir sur quelques grands axes de réflexion qui jalonnent notre congrès, permettez-moi de préciser ceci. Ce rapport d'ouverture, les Camarades, ne prétend pas aborder l'ensemble des sujets qui composent ou nourrissent l'actualité du moment. D'abord, parce que celle-ci est extrêmement dense et qu'ensuite, un congrès comme le nôtre ne peut pas être seulement qu'un temps fort sur les questions d'actualité, aussi brûlantes et pertinentes soient-elles. La deuxième chose que je voudrais dire, c'est que ce rapport ne citera pas tout le monde, comme il ne pourra pas non plus souligner toute la richesse et la diversité d'activités qui aura été celle de nos syndicats durant tout ce mandat. Personnellement, je trouve même nos documents préparatoires encore en deçà de ce que nous aurions dû produire tant cette activité aura été riche, foisonnante et multiforme. En toute modestie, prenons donc cela, les Camarades, non pas comme des manquements politiques, mais bien et avant tout comme la preuve de la vitalité de ce que sont et produisent encore, malgré la dureté du moment, les syndicats et sections syndicales du Val-de-Marne. À ce propos, nous pouvons, je crois, saluer très fraternellement depuis Villejuif, toutes et tous les militant.es, toutes et tous nos élu.es et l'ensemble de nos syndiqué.es qui font l'honneur, la force et la fierté de la CGT du Val-de-Marne. Saluer leur fidélité à l'organisation, leur abnégation, leur courage et leur intelligence devant l'adversité et la violence du camp d'en face.

Plus grave et plus important encore, que l'on honore, depuis cette enceinte des Esselières, l'ensemble de nos Camarades

discriminé.es, placardisé.es, réprimé.es et sanctionné.es pour fait de grève ou pour avoir tout simplement mis en pratique l'exercice du droit syndical le plus élémentaire. À Alex ici présent, à Cathy, à

Lahcen, à Patrick, à Yassine, à François, à Farida, à Ahmed, aux Camarades du collectif Monoprix d'Ile-de-France et à toutes et tous les autres militant.es qui sont victimes de ces vindictes patronales et gouvernementales, Je souhaite, en votre nom à toutes et tous, leur témoigner notre profonde solidarité et notre engagement sans faille à leurs côtés pour résister et faire triompher les valeurs de liberté, de justice sociale et de respect du droit syndical.

Cher.es Camarades, bien plus encore que ce que nous avons pu souligner ici-même il y a un peu plus de 3 ans, le Monde est devenu synonyme d'instabilité, de confrontation et de conflits. Ces inégalités de développement sont criantes. Pour mémoire, si les pays du Nord concentrent 16 % de la population mondiale, ils absorbent, à eux-seuls, 70 % des richesses qui sont produites. 26 milliardaires les plus riches de la planète, détiennent autant d'argent que la moitié la plus pauvre de l'Humanité. Sur la première marche du podium, on y trouve le PDG d'Amazon, accumulant une fortune de 187 milliards de dollars. À la seconde place, le français Bernard Arnaud, PDG du groupe LVMH, avec une fortune évaluée à 186 milliards de dollars. Son pactole, accrochez-vous bien, a gonflé de 100 milliards de dollars ces douze derniers mois, en pleine pandémie. « Les crises nous rendent plus forts », s'est-il autorisé de déclarer fin avril en commentant les bons résultats financiers du numéro un mondial du luxe. Que dire de l'entrée récente dans le classement des 40 milliardaires français de Stéphane Bancel, patron de la société américaine Moderna ?

Pas grand-chose, si ce n'est exprimer du dégoût et de la rage devant ces scandaleux profits sur la pandémie ! le Monde et la poignée de parasites qui le dirigent en sont malheureusement là, les Camarades ! Même en pleine catastrophe sanitaire mondiale, le capitalisme globalisé poursuit invariablement sa voie et sa logique prédatrice. C'est d'ailleurs le secrétaire général de l'organisation mondiale de la santé qui rappelait, encore hier, combien la communauté internationale aura été marquée par la division, par l'égoïsme vaccinal, par les inégalités, par le manque d'investissement et le manque total de préparation. A cette occasion, il a indiqué, qu'à ce jour, 75 % de la totalité des vaccins avaient été administrés

dans 10 pays parmi les plus riches ! le capitalisme et les pantins qui le servent n'ont donc toujours pas compris qu'on ne sauvera pas le Monde, si on ne sauve pas tout le monde !

Jeudi après-midi, les Camarades, nous vivrons sans conteste un événement en accueillant par visio, notre camarade Georges Mavrikos, secrétaire général de la fédération syndicale mondiale. Durant un peu plus d'une heure, nous débattons avec lui de cet état du Monde et des responsabilités du syndicalisme international dans ce contexte global. Vous trouverez également des réflexions pertinentes sur le sujet dans notre projet d'orientation. A l'évidence, nous pourrions y passer toute une journée sans que cela suffise tant les enjeux internationaux sont lourds, nombreux et très souvent complexes. Néanmoins, directement ou indirectement, soyons ici certain.es qu'ils nous percutent toutes et tous dans notre quotidien et qu'ils façonnent le temps présent et le jour d'après. L'Union européenne, de son côté, est quant à elle en dessous de tout ! inaudible, pas solidaire sur la levée des brevets, toujours autant technocratique, complice et résolument importatrice de cette mondialisation capitaliste. Rien de neuf sous le soleil non plus du côté de la CES. Simplet, là aussi, pour faire très court, affligeant, totalement intégrée et institutionnalisée, engluée dans le lobbying permanent, la compromission, l'impuissance, la collaboration de classe qu'incarne à merveille son président, Laurent Berger. Nous reviendrons très fortement sur ce sujet, pour ne pas dire ce boulet, lorsque nous préparerons le 53<sup>ème</sup> congrès national de la CGT !



Je conclurais cette partie en livrant à votre réflexion deux ou trois focus. D'abord, La

Palestine pour souligner l'urgence de participer à toutes les mobilisations en cours pour garantir le cessez-le-feu, affirmer notre solidarité totale au peuple palestinien et davantage peser sur l'exigence d'une reconnaissance immédiate de l'état de Palestine. Réaffirmer que la CGT est pour une paix juste et durable entre palestiniens et israéliens. Que l'impunité d'Israël, avec le soutien des Etats-Unis doit cesser ! Que nous ne nous soumettons pas devant les scandaleuses interdictions de manifester notre solidarité, proférées par Darmanin le lamentable et que nous ne sommes pas, contrairement à lui, des racistes ou des antisémites ! Le conflit en Palestine n'est d'ailleurs pas une guerre de religion. C'est une guerre coloniale avec une résistance anticoloniale.

Second focus, La Colombie, je sais que c'est attendu par quelques Camarades ici présent. es. Rappeler brièvement, même si les médias et la presse bourgeoise n'en parlent pas, que le peuple continue courageusement sa lutte contre le fossoyeur président Duque, et malgré une violente répression d'état. En quelques jours, ce sont 13 manifestants qui ont été tués et l'on dénombre près d'un millier de cas de violences policières qui ont été perpétrées contre les travailleuses, les travailleurs et les syndicalistes. La raison de ce soulèvement populaire est la contestation de la politique inégalitaire et antisociale du gouvernement. La Colombie est le deuxième pays d'Amérique Latine et le septième pays au Monde où les inégalités économiques entre les classes sont les plus marquées. Enfin, rappelons-le, l'état colombien et quelques mercenaires américains ont, il y a quelques semaines, tenter une invasion au Venezuela, heureusement déjouée par les forces révolutionnaires vénézuéliennes. De cette tribune donc, nous envoyons, sans hésitation, notre entière solidarité aux travailleuses et travailleurs et au peuple de Colombie en lutte pour leur dignité, contre la pauvreté, pour leur liberté et leur émancipation sociale.

Troisième et dernier focus, Cuba. Ici encore, mais pour toutes autres raisons, une situation extrêmement grave et urgente sur laquelle nous devons encore et toujours amplifier notre mobilisation. Vous avez dans vos pochettes du congrès, une plaquette sur Cuba et sur notre coopération avec la CTC de Santiago de Cuba, que nous avons réalisée en 2019. Vous y trouverez tous les éléments de connaissances dont vous avez besoin. Depuis sa révolution victorieuse de 59, le peuple Cubain est victime d'un terrible blocus économique, commercial et financier de la part des Américains qui n'ont jamais digérer cette autodétermination d'un pays d'Amérique Latine de seulement



11 millions d'habitant.es. Je vous fais grâce de l'assassinat du « Che »,

8 ans plus tard en Bolivie par la CIA américaine, mais c'est notre histoire et un peu notre héritage révolutionnaire dont il s'agit ici, les Camarades ! Malgré ce blocus impérialiste et les lois extraterritoriales américaines totalement illégales à l'échelle internationale, Cuba souffre énormément mais Cuba résiste depuis 61 ans.

Malgré les pénuries alimentaires, sanitaires et matérielles, Cuba a trouvé la force et l'énergie de déployer des centaines de brigades sanitaires internationalistes au chevet du monde capitaliste pour, solidairement, faire face à la pandémie mondiale. Alors qu'ils ont du mal à trouver du paracétamol au quotidien, Cuba vient de produire 4 vaccins contre le virus Covid-19 au moment même où la France, 6<sup>ème</sup> puissance économique du Monde, n'en a sorti aucun, préférant goinfrer les actionnaires de Sanofi et virer nos derniers chercheurs ! Bref, nous pourrions parler des heures ce peuple héroïque et des bienfaits du socialisme Cubain qui consacre, encore aujourd'hui, 59% de son budget national à la santé et à l'éducation nationale. Peut-être y reviendrons-nous plus longuement demain lors de notre séance sur l'international. Le 23 juin prochain, retenez simplement dans un coin de votre tête, que Cuba va présenter pour la 29<sup>ème</sup> fois à l'assemblée générale de l'ONU, sa résolution exigeant la levée immédiate et sans condition du blocus illégal et meurtrier dont elle est victime. Des initiatives et campagnes auront lieu d'ici cette date. Nous invitons toutes nos forces à y participer nombreuses et nombreux et à relancer partout où c'est possible, la collecte départementale de solidarité que nous avons lancée il y a quelques mois. Pour résister, il faut vivre et continuer de s'éduquer. C'est l'intérêt premier de cette collecte de la CGT du Val-de-Marne. Médicaments, matériels scolaires, produits hygiéniques ou contributions financières, nous sollicitons tous nos syndicats à nous aider à amplifier cette solidarité résolument de classe !

Je l'ai brièvement évoqué au début de cette introduction, cette pandémie a non seulement exacerbé les inégalités économiques, sociales et environnementales, mais elle a aussi révélé l'échec total du système libéral dans lequel les intérêts d'une minorité l'emportent sur la vie, la santé et la nature. En France, la pandémie a amplement été utilisée par le patronat et le gouvernement comme une opportunité pour restructurer les entreprises, dégraisser

l'emploi, nationaliser les salaires grâce auchômage partiel, pour supprimer des congés, geler les salaires et grignoter l'ensemble des conquies sociaux. Alors qu'un cataclysme social est déjà en vigueur dans tout le pays, que le chômage a bondi d'un million de privé.es d'emploi supplémentaires en 1 an, et qu'un 1 million de pauvres sont venus gonfler les rangs des 11 millions de personnes qui vivent actuellement en dessous du seuil de pauvreté, le pire, nous le savons toutes et tous ici, reste à venir ! Notamment, quand le chômage partiel va cesser et quand les centaines de milliards de prêts garantis devront être remboursés. Sans attendre, ils nous parlent déjà de rembourser la dette Covid-19 par des politiques de rigueur et des réformes structurelles, comme ils disent. Entendez par là, réforme de l'assurance chômage qui verra 1,7 millions de privé.es d'emploi subir une baisse drastique de leurs indemnités dès le 1<sup>er</sup> juillet prochain, si nous n'emportons pas cette bataille majeure ; nouvelles offensives contre nos retraites (la commission européenne vient de se prononcer pour la porter partout à 70 ans !) ; réduction des dépenses publiques pour l'école, les hôpitaux et la Sécu ; nouvelles privatisations du type Engie, RATP ou ADP !



Au moment où ces lignes sont écrites, la CGT recense plus de 900 plans dits « sociaux ». Clairement, des centaines de milliers d'emplois sont sur la sellette si nous ne les stoppons pas ! Plus précisément, si nous ne faisons pas de cet enjeu de la suspension des licenciements Covid, un axe majeur de mobilisation de toute la CGT. Même menace et mêmes enjeux concernant les services publics ou nos industries de manière globale. L'exemple de la pénurie de masques, de respirateurs artificiels ou de blouses pour les soignant.es, symbolise à elle toute seule, le naufrage industriel qu'ont organisé le Medef et les gouvernements successifs depuis des décennies. Encore aujourd'hui, des grandes entreprises ferment leurs portes ou sont délocalisées comme Renault Choisy. Alors que les services publics, même abimés, ont démontré leur efficacité et leur capacité d'adaptation pour répondre aux besoins de la population et nous permettre de faire face à la crise, le gouvernement poursuit dans tous les secteurs son objectif de



réduction des coûts. Dans les hôpitaux, nous le verrons plus en détail demain avec notre Camarade Christophe Prud'homme, pas un lit supplémentaire de réanimation n'a été ouvert depuis 1 an. Le Ségur de la Santé, organisé surtout dans la précipitation pour déminer la colère des personnels et briser les passerelles de luttes possibles avec les usagers, n'aura été qu'un trompe-l'œil et totalement inégalitaire pour les salarié.es. Le 15 juin prochain, d'ailleurs, une nouvelle journée nationale d'actions est organisée par nos Camarades de la santé et de l'action sociale sur les recrutements, la revalorisation des salaires et la refonte des grilles de classification. Le 22 juin, ce sont nos Camarades de l'Energie qui appellent à une journée de grève et une manifestation nationale à Paris contre le démantèlement du secteur public de l'Energie. Nous y reviendrons dans le débat de tout à l'heure, mais notez dès à présent que plusieurs organisations de la CGT appellent à faire de cette journée une mobilisation interprofessionnelle avec à la clé, une manifestation nationale à Paris. Toutes et tous ensemble, le même jour au même endroit et à la même heure est, de mon point de vue, ce que nous avons d'urgence besoin de viser et d'organiser !

La campagne des 10 % lancée par nos fédérations de fonctionnaires a besoin de monter en puissance dans tout le département. 10 % de salaire en plus, 10 % d'emplois en plus et 10 % de temps de travail en moins. Comme la campagne « pas d'industrie sans service public et pas de service public sans industrie », la bataille des

10 % CGT mérite d'être mieux connue et appropriée par le corps militant. De manière transversale à tous les autres grands sujets revendicatifs, c'est la question de l'argent, de son utilisation et de sa réorientation que nous avons besoin de porter plus amplement. Elle donne du crédit à toute revendication et solutionne nos exigences de sortie de crise. Les moyens existent amplement pour satisfaire les besoins économiques et sociaux. Ce sont, par ailleurs, les travailleuses et travailleurs qui produisent intégralement les richesses de ce pays, ce qui n'est jamais inutile de rappeler pour mieux convaincre. Près de 300 milliards d'euros de prêts garantis, plan d'urgence de 110 milliards d'euros dont 7 milliards pour Air France et 5 milliards pour Renault, 100 milliards pour le plan de relance, 31 milliards pour le chômage partiel, les sommes qui sont actuellement versées sans contrôle ni conditionnalité sont d'une ampleur inédite !

Avant la crise sanitaire, les aides aux entreprises représentaient déjà 150 milliards d'euros par an, sans compter le CICE ! vous avez toutes et tous en tête ici les indicateurs économiques qui nous entourent. Globalement, ça fait 30 ans que le chômage explose, que la précarité s'envole et que la paupérisation se généralise ! Des chiffres et des comparaisons de cette nature parle parfois mieux que des grands discours. À l'autre bout de la chaîne également, nous avons toutes et tous en mémoire que le Smic a progressé cette année de 0,99 %, que les APL ont baissé dès l'arrivée de Robin des Bourges ? en même temps qu'il supprimait l'ISF et que le point d'indice dans la fonction publique est gelé, quant à lui, depuis plus de 10 ans. Je vous fais grâce de l'évolution des salaires dans le privé, du montant des minimas sociaux et du niveau scandaleusement bas des pensions de retraites.

Rappelons également, avant d'en venir à ce véritable hold-up en cours de notre argent public pour gonfler quelques fortunés, que la France a compté en 2020 pas moins de 8 millions de bénéficiaires de l'aide alimentaire, soit une progression de 69% par rapport à 2019. Totalement indifférent à ce massacre social et en échec absolu sur leur charitable concept du ruissellement, le président des ultra riches n'a pas hésité une seconde à abreuver d'argent public tous les groupes du CAC 40 sans exception. Le résultat, vous le connaissez, les dividendes et les fortunes d'une poignée ont explosé. Les groupes du CAC 40 s'apprentent à verser plus de 51 milliards d'euros à leurs actionnaires, soit une hausse de 22%, comparée à l'année passée. 4 milliards chez Sanofi et la suppression de 1 700 emplois, dont 400 emplois de chercheurs. La fortune des milliardaires français a progressé de 175 milliards d'euros de mars à décembre 2020. En dix ans, la fortune des milliardaires français a augmenté de 439 %. N'en jeter plus, la coupe est pleine au royaume du macronisme !

Derrière cette captation de nos richesses pour engraisser finalement une poignée de grandes familles, se masque en réalité un vrai projet politique. Celui de déconstruire méthodiquement, comme l'a relevé un dirigeant du Medef en 2007, tout l'édifice du programme du Conseil National de la Résistance. Leur feuille de route est simple, claire, limpide : transformer, et non rénover notre pays pour le rendre toujours plus adaptable aux exigences du capitalisme globalisé. Tel est, cher.es Camarades, le niveau de la confrontation en cours qu'il nous faut faire beaucoup mieux percevoir. C'est de cette perception et de l'ampleur de cette prise de conscience que dépendra le niveau, la durée et la radicalité de la bataille, soyons-en convaincu.es. En prenant appui sur toutes les luttes et résistances en cours, car elles sont nombreuses en dépit du COVID-19, des lois liberticides ou de la répression inédite, ce sont les grandes arêtes du débat que

nous avons eu la semaine dernière à Gardanne en présence de 1 000 Camarades, militant.es et dirigeant.es venu.es de tout le pays. Une trentaine de Camarades du Val-de-Marne ont participé à cette initiative inédite qui réunissait également plusieurs dirigeantes et dirigeants du CCN. Parmi eux, Le Vaucluse, les Bouches-du-Rhône bien sûr, le Nord, La région Centre, le Val-de-Marne, la fédération commerce, l'énergie, les organismes sociaux, la chimie, les services publics et le comité national des privés d'emploi et des précaires. Vous trouverez sur YouTube, plusieurs vidéos qui rendent compte de cette riche et nécessaire rencontre nationale des syndicats et organisations de la CGT parmi les plus combatives.

Je sais que beaucoup de Camarades ici présent.es, qui ont signé sans hésiter ou après discussion le texte intitulé « pour une CGT à la hauteur des enjeux de la période », qui circule abondamment dans les rangs de la CGT, regrettent de ne pas avoir pu se libérer pour participer physiquement à cette rencontre nationale de Gardanne. Je vous comprends aisément et si ça peut vous rassurer un peu, je vous annonce d'emblée que nous n'avons pas fini d'en parler et de lui trouver des prolongements. Nous avons besoin de toute urgence de retrouver une dynamique de lutte gagnante. Je l'ai dit plus haut, ces

luttés existent bel et bien dans le public comme dans le privé, chez les actives et actifs, chez les retraité.es, chez les jeunes, les privé.es d'emploi ou les intermittent.es du spectacle pour ne citer qu'eux. Les médias souvent les étouffent ou les discréditent, elles ne sont pas toujours à la hauteur ou couronnées de succès, mais ces ripostes sont là et bien là.

Depuis des années déjà, le ras-le-bol est général. Pas une année ne se passe sans qu'il y ait un mouvement social. El Khomri, ordonnances travail, cheminots, santé, gilet jaune, retraite, assurance chômage, vous retrouverez de façon assez fidèle, le bouillonnement social dans nos documents préparatoires. Malgré tout cela, la réalité c'est aussi que nous engrangeons les défaites. On pourra toujours tenter de temporiser ou d'enrober ici ou là nos analyses, le résultat restera malheureusement toujours le même.

Pourtant, nous le sentons toutes et tous, le potentiel de mobilisation existe, la situation est explosive, Macron et sa clique sont détestés, le libéralisme (qui a conduit à ce chaos) est comme jamais identifié sur le banc des accusés.

C'est donc chez nous, les Camarades, qu'il faut sans doute qu'on recherche les failles, les erreurs ou les faiblesses. S'il n'y a bien sûr pas de réponse magique ni de recette toute faite, il y a très certainement des choses avec lesquelles il faut que l'on renoue, des points d'appui qu'il faut renforcer et des pratiques stratégiques qu'il faut au contraire que l'on abandonne ou que l'on renouvelle. Le toutes et tous ensemble dans la grève et l'action interprofessionnelle, nous ne le savons que trop bien, ne se décrète pas, ne s'improvise pas.

Retrouver une stratégie de lutte gagnante, cela s'organise, cela se réfléchit et cela se structure. Commencer, par exemple, à nous accorder sur un socle revendicatif commun qui nous rassemble déjà toutes et tous dans la CGT. Renouer à partir de nos repères, avec quelques grandes ambitions revendicatives qui fédèrent pour contester, proposer et inverser la logique économique.

N'est-ce pas d'ailleurs cela qui nous différencie de toutes les autres organisations syndicales ? Ce refus, finalement, de nous laisser enfermer dans le corporatisme, le catégoriel et l'isolement qui conduit toujours au repli sur soi-même et à l'étroitesse du champ d'action. Ce qui nous différencie également des autres et qui a fait la preuve de sa pertinence et de son efficacité depuis plus d'un siècle, c'est notre volonté d'agir pour les revendications immédiates et mener le combat, dans le même mouvement, pour changer la société. Ce que nous appelons dans notre jargon, la double besogne.

Au vu de la violence de l'affrontement en cours, j'ai la conviction que pour que la CGT retrouve sa force propulsive à l'échelle nationale, elle a besoin de renouer avec ses principes de classe et ses valeurs qui ont fait son prestige. En disant cela, je ne minimise en rien la complexité de la situation, ni les stratagèmes du camp d'en face pour nous intégrer en permanence dans le système, pour nous institutionnaliser, nous abreuver de dialogue social, nous détourner du terrain, de nos adhérent.es et des travailleuses et travailleurs pour mieux finalement, affaiblir l'un des derniers remparts dans ce pays avant la loi de la jungle et le cannibalisme financier. De même, je ne sous-estime pas combien le capital a déstructuré ces dernières années l'emploi, atomisé le salariat, précarisé les statuts, rendant toujours plus difficile la présence et l'existence syndicale.

Cependant, avec 640 000 adhérent.es, La CGT reste une force conséquente capable de s'organiser, de s'adapter et de faire face à ces évolutions. Tout est question de volonté et d'organisation. Reprendre l'offensive pour ne plus subir, pour que la peur change de camp, cela dépend en grande partie de chacune et chacun de nous et de toute la CGT.

Dès le CCN de fin juin prochain, nous serons plusieurs organisations de la CGT (fédérations, UD), à proposer un authentique processus de luttes nationales interprofessionnelles, visant à paralyser l'économie. Après la rencontre de Gardanne, nous sommes déterminés à mettre à profit l'été pour commencer réellement à construire la contre-offensive dont le monde du travail a cruellement besoin. Par la multiplication des actions et des initiatives dont le 22 juin prochain, nous voulons battre en brèche le fatalisme et le découragement ambiant qui ont littéralement envahi les directions des centrales syndicales nationales. La CGT du Val-de-Marne a besoin, à son niveau, de se mettre ou de se remettre en ordre de bataille.

C'est le défi de ce 21<sup>ème</sup> congrès et des rendez-vous statutaires qui suivront dans les unions locales et les unions syndicales jusqu'à la fin de

l'année. C'est également dans les syndicats que cet inventaire et cette remise à niveau de l'organisation doit s'opérer si l'on veut être efficaces.

La marche est haute, la tâche est dure et le défi paraît immense mais l'histoire, cher.es Camarades, nous enseigne que rien n'est jamais définitivement joué d'avance. Rien, surtout, qui ne puisse être à son tour inversé ! L'heure n'est pas à l'abaissement des ambitions pour sauver ce qui reste ou se répartir les miettes. L'heure est au contraire au retour des utopies, des idéologies et de l'affrontement de classe qu'il nous faut sans complexe assumer. Les utopies d'hier font nos réalités d'aujourd'hui. Les Camarades, je formule le vœu pour que ce 21<sup>ème</sup> congrès résonne de nos espoirs, de notre lucidité, de notre confiance dans la victoire et de notre dynamisme dans l'action de classe et de masse. Permettez-moi pour conclure de citer et de vous offrir cette pensée de Nelson Mandela : « en faisant scintiller notre lumière, nous offrons aux autres la possibilité d'en faire autant ».

Bons travaux et bon congrès à toutes et tous !

Vive la CGT du Val-de-Marne et, comme disent nos Camarades Cubains, Venceremos !

(Qui veut dire : « nous vaincrons »)

## RAPPORT FINANCIER

Cher.es camarades,

En tant qu'administratrice responsable à la politique financière, il me revient l'honneur et la responsabilité de vous présenter le bilan financier du mandat qui se termine aujourd'hui.

C'est en effet un honneur d'être à cette place car elle est le symbole de la confiance que l'ensemble des camarades dans le Val-de-Marne, et en particulier la direction de l'UD, m'a donné.

Mais c'est d'abord grâce à l'intervention de notre regrettée camarade, Edith Pauvert, que j'ai accepté de prendre cette responsabilité. Je veux commencer ce rapport en lui rendant un hommage appuyé.

Edith a été de toutes les luttes. Dès son premier emploi d'ouvrière en 1973, elle adhère à la CGT et participe à sa première grève victorieuse 3 ans après. Elue DP en 1977, elle devient secrétaire de l'UL de Saumur et intègre la CE de l'UD du Maine et Loire en 1983. Son militantisme intransigeant lui vaudra des attaques patronales et médiatiques et elle rejoindra son compagnon en région parisienne en 1989. Elue secrétaire générale de l'UL de Fontenay en 1992,

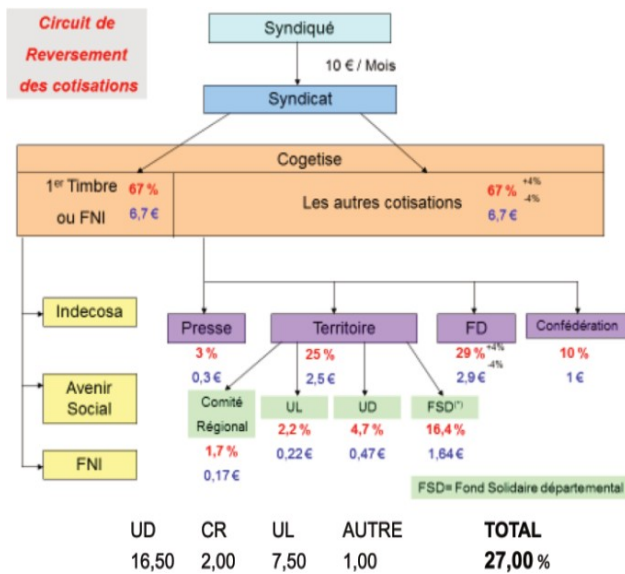
elle est très vite cooptée à la CE de l'UD CGT du Val-de-Marne. Elle accepte lors du congrès extraordinaire de 2008, après mure réflexion alors qu'elle ne connaissait rien à la compta, de se présenter au poste de responsable à la politique financière qu'elle occupera jusqu'en 2017. Elle ne concevait pas la vie sans s'engager aux côtés des exploités et de celles et ceux qui luttent. Malgré la maladie, elle est restée jusqu'au bout à nos côtés pour que notre belle et combative organisation reste forte. Lorsque cette responsabilité m'a été proposée en cours de mandat, je n'étais pas du tout préparée, tout comme Edith, et

c'est grâce à son optimisme et sa bienveillance que je me présente à vous aujourd'hui, après deux ans et demi d'exercice, pour vous présenter le rapport financier sur lequel nous allons débattre et pour lequel je vous demanderai de donner quitus. Mes pensées vont à Edith.



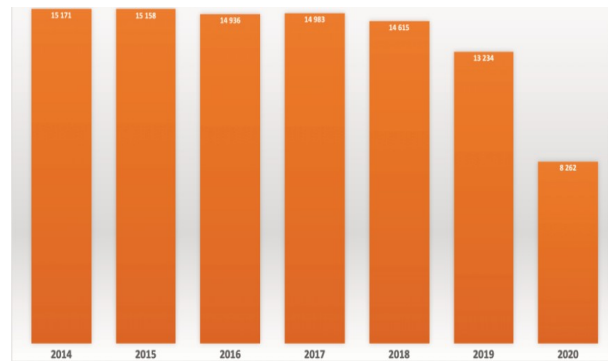


## Circuit de reversement descotisations



Notre indépendance financière dépend d'abord de nos ressources propres, c'est-à-dire des cotisations et de leur versement à l'organisme Cogetise, conformément à l'article 34 de nos statuts confédéraux. On voit ici l'importance de suivre ces questions avec rigueur et sérieux. En effet, les besoins de notre organisation sont multiples. Mais n'oublions pas que nous sommes le syndicat du carreau cassé et de la transformation de la société et c'est au plus près des salarié.es que nous sommes le plus utile. On a bien vu le rôle indispensable que les unions locales ont joué pendant les confinements. Les salarié.es, déchu.es de leurs droits par des patrons peu regardants du respect du code du travail et des dispositifs changeants au gré des chiffres du COVID 19, se sont tourné.es vers les permanences juridiques des UL qui ont pu continuer de fonctionner. Et avec l'arrivée en masse des plans dit sociaux et des licenciements débridés, le renforcement de nos UL est absolument nécessaire. Or est-ce normal que nos structures de proximité ne disposent que de 2.2% de la cotisation des camarades ? La question du versement ET de la répartition de la cotisation est un sujet qui passe trop souvent après l'urgence des actions à mettre en place et cette question pourrait être mise sur la table dans le cadre de la préparation du 53<sup>e</sup> congrès confédéral. J'ai confiance en la future délégation du Val-de-Marne pour porter cette revendication.

## FNI 2014 2020



Le nombre de syndiqué.es est en baisse constante dans notre département, tout comme sur l'ensemble du pays. De plus en plus de salarié.es se détournent de notre syndicat en pensant qu'il ne servait à rien ou qu'il négociait le poids des chaînes.

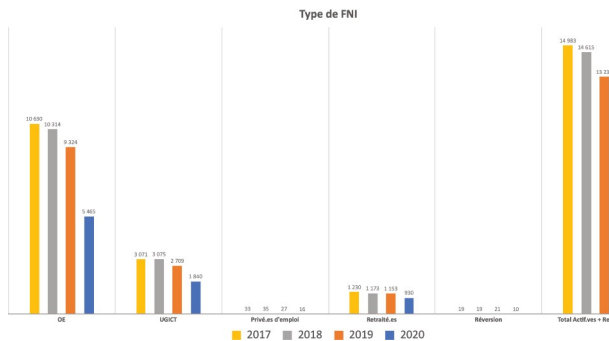
Aujourd'hui les grands mouvements revendicatifs comme la mobilisation contre le projet de réforme des retraites, mais aussi les victoires arrachées dans les entreprises, une par une, contre le harcèlement, les discriminations, pour un 13<sup>e</sup> mois ou le paiement d'heures supplémentaires, redonnent l'image combative de notre organisation, trop souvent décriée soit comme trop institutionnalisée et donc complice du patronat, soit comme une organisation contestataire qui ne propose rien.

Considérons malgré tout l'année 2019, comme exceptionnelle. En effet, les déclarations à Cogetise se font trop souvent avec plus d'un an de retard. Or dès l'annonce du 1<sup>er</sup> confinement en mars 2020, nombre de camarades dirigeant.es se sont trouvé.es dans l'incapacité d'aller au contact des syndiqué.es et de rassembler les données nécessaires pour déclarer les cotisations.

Deux leçons fondamentales sont à tirer : d'une part, les versements des cotisations doivent se faire de manière plus régulière. Des outils existent et j'invite chaque camarade dirigeant.e à s'inscrire, si ce n'est déjà fait, à la formation Politique financière. D'autre part, nous devons favoriser le plus possible le prélèvement automatique. Cette pratique ne doit pas nous éloigner de nos camarades syndiqué.es sur leur lieu de travail. Au contraire, ce gain de temps doit être utilisé pour aller les voir sur site, leur remettre leurs timbres, renforcer le lien avec nos syndiqué.es mais aussi être à l'écoute de l'ensemble des salarié.es.

On voit clairement que beaucoup de syndicats et sections ne se sont pas encore acquittés des versements 2020, alors que nous devrions avoir déjà commencé à déclarer 2021 !

Soyons donc plus rigoureux pour être plus efficace.



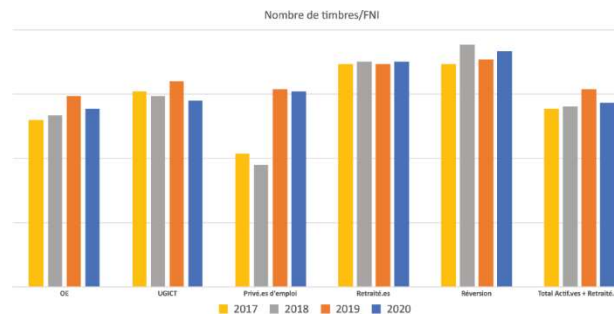
Quand on regarde de plus près le profil de nos syndiqué.es, on constate une plus forte érosion chez les affilié.es UGICT. Or la part des Ingénieur.es Cadres Technicien.nes et Agent.es de Maîtrise représente dans notre département plus de 51% du salariat. Ces chiffres questionnent notre politique de syndicalisation et d'accompagnement des cadres. Être cadre syndiqué.e à la CGT fait peur au patron. Ce dernier mettra tout en œuvre pour l'empêcher de se syndiquer et de s'engager dans des mandats qui lui rendront sa liberté de parole et sa liberté d'actions.

Nous avons une belle marge de manœuvre devant nous, c'est pourquoi il nous faudra construire pour ce nouveau mandat, un collectif UGICT 94 ambitieux et déterminé.

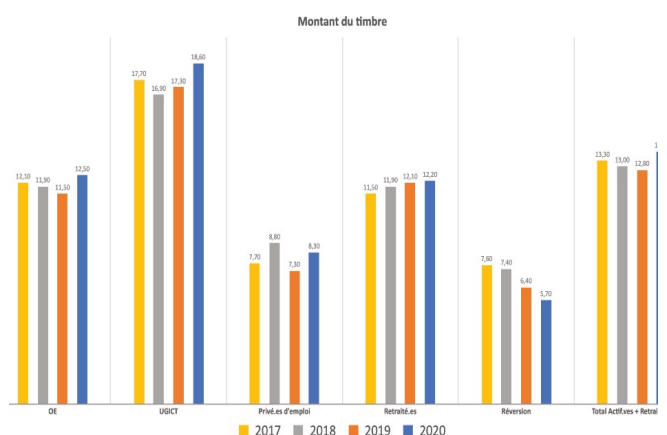
La question de la continuité syndicale est trop souvent mise de côté. Trop de salarié.es qui partent à la retraite ne sont pas accompagnés et mis en contact avec l'Union locale de leur lieu d'habitation. La force de notre organisation, c'est notre réseau, nos structures de proximité et notre conviction que la classe ouvrière, quel que soit son statut, doit être organisée.

Aussi, l'organisation de nos camarades privé.es d'emploi est une orientation confédérale brûlante. La crise sanitaire, facteur aggravant de la crise économique, a été le prétexte à nombre de fermeture d'entreprises et de licenciements avec.

Les salarié.es précarisé.es, minorité grandissante et trop souvent silencieuse, sont une force. Or ils et elles mobilisent l'essentiel de leur temps et énergie à survivre au sein d'un système sociétal individualiste et hostile. C'est pourquoi, il est indispensable de renforcer nos unions locales pour pouvoir les accueillir, les syndiquer, les aider à s'organiser et combattre le fatalisme dans lequel les économistes libéraux veulent les enfermer.



Quand on regarde la moyenne du nombre de timbres réglés, on s'aperçoit que nous ne sommes pas toutes et tous au même niveau. Même si la syndicalisation des nouveaux et nouvelles adhérent.es a lieu tout au long de l'année, nous savons que certains camarades ne s'exonèrent pas toujours des 11 timbres nécessaires pour financer notre activité. Vous verrez plus tard l'impact financier que ce manque de régularité peut avoir pour notre organisation.



Enfin, la CGT a voté dans ses statuts, toujours à l'article 34, une cotisation égale à 1% du salaire net, toutes primes comprises, ou de sa pension ou retraite nette. Nous connaissons toutes et tous des salarié.es en difficulté pour répondre aux besoins quotidiens.

Or le plan de relance du gouvernement n'a consacré qu'1% du budget à la lutte contre la pauvreté. Ce pourtant sont bien les travailleuses et travailleurs pauvres qui font les plus gros sacrifices.

Mais se syndiquer à la CGT, c'est lutter contre ce système injuste. Sans même devoir rappeler que l'Etat rembourse à 66% le montant annuel des sommes versées, mettons en avant ce à quoi donne droit la syndicalisation CGT : se syndiquer c'est être informé.e et formé.e, c'est participer et décider. C'est sortir de l'isolement et s'organiser collectivement. La participation financière à notre cause n'est pas une perte, bien au contraire, c'est un investissement qui donne des moyens à nos exigences de progrès social.

L'argent des cotisations, c'est ce qui fait notre indépendance vis-à-vis de ce que nos ennemis de classe appellent les

« partenaires », qui mettent en pratique le proverbe turc « Jette du pain au chien qui veut te mordre ». Et bien nous ne mangeons pas de ce pain-là ! Notre réussite se fera, en ne comptant que sur nos forces.

C'est pourquoi je vais à présent vous présenter l'état de nos finances pour répondre à nos ambitions.

cabinet d'expertise comptable ACECOM ait travaillé sur le classement de nos recettes et dépenses, nous n'avons pas pu les faire certifiés par le commissaire aux comptes. Il reviendra donc à la future direction de valider les comptes 2020, année si particulière à cause de l'arrivée en masse d'un virus meurtrier qui a meurtri nos vies et nos pratiques syndicales.

Malgré une augmentation de la part des cotisations dans la répartition de nos ressources –elles passent de 42% au dernier mandat à 52% aujourd'hui– les cotisations ne suffisent pas à financer nos dépenses de fonctionnement. En effet, pour répondre aux besoins, aux attentes et être aux côtés des celles et ceux qui luttent dans leur entreprise ou sur un bassin d'emploi, nous avons besoin de militant.es, certain.es salarié.es pour assurer la continuité de nos actions, et bien sûr de moyens généraux.

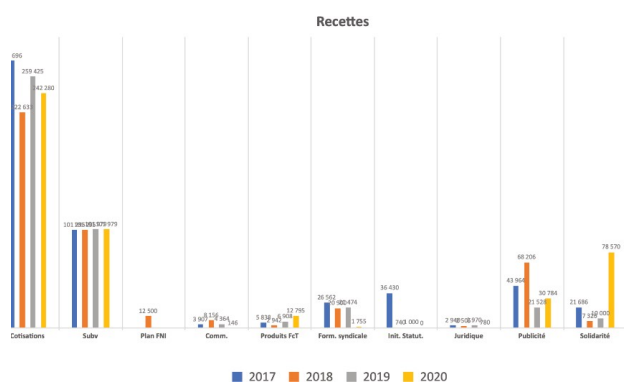
La subvention de fonctionnement que le Conseil départemental du Val-de-Marne nous octroie chaque année nous est indispensable pour répondre à l'ensemble de nos actions.

Or les moyens des conseils départementaux baissent lamentablement alors que l'Etat déleste de plus en plus de responsabilités aux services publics décentralisés. D'ailleurs, je n'ose présager de la situation de l'UD si la direction politique du département venait à changer lors des prochaines élections. Trop de bourses du travail sont mises à mal lorsque les citoyen.nes, souvent par dépit ou par tromperie, mettent en place des exécutifs ennemis de notre classe.

A bien moindre échelle, nous disposons bien évidemment d'autres recettes.

Le plan FNI nous a permis de financer en 2018 des actions de syndicalisation dans les ULs. Depuis nous n'avons plus sollicité ni l'URIF ni la confédération, qui disposent de moyens à cet effet.

L'essentiel des recettes de communication correspondent à la facturation des tirages de reprographie sur les photocopieuses de l'union départementale.



Les recettes d'abord. Je tiens à préciser que les chiffres de l'année 2020 ne sont que provisoires. En effet, bien que le

La tarification appliquée ne prend pas en compte la totalité du coût de fonctionnement mais cette politique de mutualisation a été mise en place pour permettre aux ULs de se libérer des contrats de locations, signés avec des entreprises qui profitent de l'inexpérience des camarades sur ce type de contrats très spécifiques et volent en toute impunité l'argent des syndiqué.es.

L'augmentation des recettes de fonctionnement en 2020 est exceptionnelle et correspond au produit des ventes de masques jetables achetés en commun avec l'URIF, de la participation de l'USR pour l'acquisition de notre nouvelle camionnette.

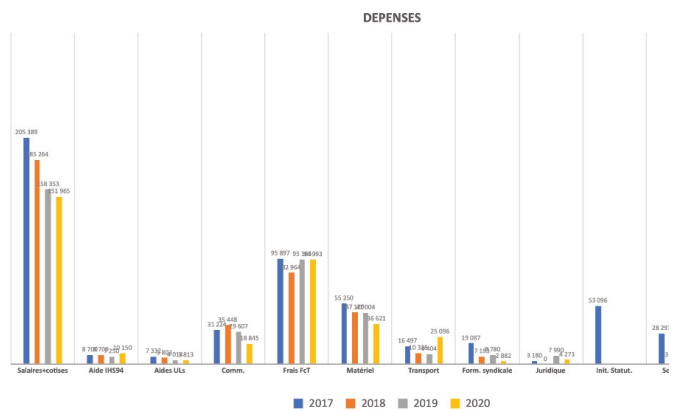
Enfin l'Union locale de Saint-Maur, n'ayant à ce jour plus de collectif de direction, a clôturé son compte. L'excédent a été reversé à l'UD dans l'attente de reconstruire une direction au sein de ce territoire. La formation syndicale est une source de financement importante. C'est d'abord un investissement sur l'avenir car elle répond à notre politique des cadres et permet aux nouveaux et nouvelles syndiqué.es d'être préparé.es aux enjeux actuels du monde du travail et à la riposte contre les régressions. En tant qu'organisme agréé, la CGT dispose de moyens prévus par le Code du Travail.

Aussi, chaque action de formation, dans les ULs ou à l'UD, est finançable. On comprend rapidement que la baisse drastique des ressources en 2020 est due à l'annulation de plusieurs sessions au moment des confinements successifs. Nous espérons bien, à l'aune de ce nouveau mandat, relancer ces actions si précieuses qui donnent confiance aux camarades et créent une réelle cohésion et solidarité entre les stagiaires, qui apprennent beaucoup les un.es des autres.

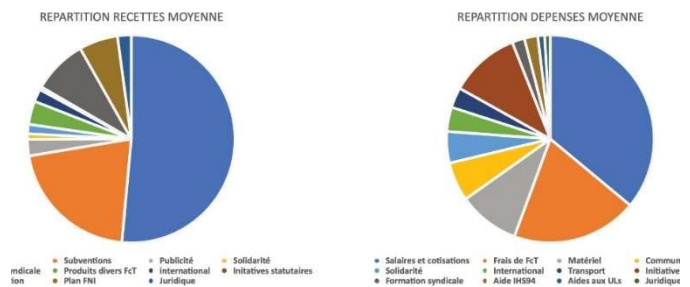
L'internationalisme, fait partie de notre ADN. Les camarades syndicalistes partout dans le monde, qui défendent les intérêts des travailleuses et travailleurs et font passer l'intérêt général avant les intérêts particuliers, sont nos frères et sœurs de lutte.

L'année 2019 a été riche de notre engagement pour créer et renforcer les ponts entre les

militant.es d'ici et d'ailleurs. Conformément aux orientations de notre 20<sup>e</sup> congrès, nous avons renforcé le lien avec Cuba et en avons créé de nouveaux, que ce soit dans le cadre de délégations mais aussi lors de notre Semaine internationale où nous avons accueilli nos camarades de la CTC de Santiago de Cuba, du PAME en Grèce et de la CGT B du BurkinaFaso. La crise sanitaire nous a coupé dans cet élan puisque la délégation prévue en 2020 de camarades du Val-de-Marne à Santiago de Cuba n'a pas pu se tenir et vous l'avez vécu avec nous hier, nous n'avons pas pu accueillir notre camarade Georges Mavrikos pour notre congrès avec regret.



A chaque action en direction de l'international, nous faisons appel à la solidarité des militant.es et des syndicats. Afin de permettre à chaque camarade de faire partie de telles délégations, nous réfléchissons à un système de mutualisation où chaque syndicat pourrait participer à la hauteur de ses moyens et ainsi ouvrir la participation au plus grand nombre, quelle que soit la capacité financière de leurs syndicats.



	2017	2018	2019	2020
RECETTES	520 865 €	448 610 €	461 400 €	475 044 €
DEPENSES	528 792 €	396 551 €	438 402 €	415 495 €
RESULTAT	-7 927 €	52 059 €	22 998 €	59 549 €



En ce qui concerne nos dépenses, certains chiffres ne sont pas toujours exactement représentatifs de notre activité. En effet, l'UD avait pris la décision en 2017 de changer de logiciel de gestion des comptes pour une meilleure analyse et maîtrise de nos activités. Il a fallu la durée de ce mandat pour que le plan comptable analytique de notre organisation soit mieux identifié au sein du plan comptable général, qui se doit d'être conforme à une nomenclature nationale.

Au sujet du poste Salaires et cotisations, alors que plusieurs camarades, dont l'UD soutenait financièrement le temps consacré à notre activité, nous ont quitté, nous nous sommes appuyés sur des camarades dont les syndicats ont mutualisé leurs moyens à l'interprofessionnel.

Ce choix connaît ses limites puisque les moyens sont bien souvent plus facilement disponibles dans les secteurs publics de la santé et de la territoriale. Il est indispensable que notre organisation puisse être animée également par des camarades issus du privé, majoritaires dans notre département. Et malgré les réformes scélérates des ordonnances Macron, il nous faudra regarder attentivement les moyens dont disposent les élu.es et mandaté.es du public comme du privé afin de renforcer l'interprofessionnel, fondement même de notre syndicalisme. Trop de délégué.es syndicaux, une fois mandaté.es, oublient que ce sont les unions locales qui leur donnent le temps syndical et qu'ils et elles doivent en rendre compte. Malgré tout, nous ne pouvons pas faire l'économie de personnel salarié, garant d'une continuité de gestion, à notre échelle de responsabilité. L'aide régulière apportée à notre Institut d'Histoire Sociale 94 lui permet de couvrir une partie des frais pour participer aux travaux de l'IHS national, intervenir lors de nos réunions statutaires pour éclairer nos débats par des points d'histoire, accompagner les syndicats à inventorier leurs archives, éditer la revue Mémo Luttés. Le travail de l'IHS94 est indissociable de notre lutte actuelle car elle permet aux militant.es d'aujourd'hui de mieux s'approprier les luttes sociales d'hier. Je vous invite donc à adhérer à l'association mais aussi à participer à ses travaux pour que le travail de mémoire et de valorisation de notre histoire sociale puisse être relayé aux nouvelles générations. Et je remercie Jacques ici présent, de son travail pointilleux et assidu et de sa disponibilité toujours égale pour répondre à nos sollicitations.

Il est également de la responsabilité de l'union départementale d'accompagner les unions locales, d'abord en leur faisant part de notre expertise et si besoin en les soutenant financièrement.

Cela a été le cas dernièrement pour Arcueil ou Valenton, aujourd'hui nous aidons encore Orly à rétablir un équilibre financier. Nous essayons de veiller à ce que chaque UL soit le plus autonome possible mais restons toujours attentif.ves en cas de difficultés.

Un effort est notable sur nos dépenses de communication. Tout d'abord, avec l'apport des compétences techniques du camarade en responsabilité sur le secteur, nous avons pu faire de grosses économies dans la réalisation annuelle du Mémo Social. Ce guide pratique qui recense un grand nombre d'informations et de contacts en lien avec le travail dans notre département est un outil assez unique en son genre. Nous n'avons pas pu en 2020 et 2021 le transmettre comme il se doit auprès du plus grand nombre et, pour celles et ceux qui ne le connaissent pas, je vous invite à vous l'approprier car il peut vous guider pour mieux répondre aux besoins des salarié.es qui vous sollicitent.

Nous avons également essayé de faire la chasse au gaspillage. Nombre de tracts et d'affiches restent bien souvent stockés à l'UD ou dans les unions locales sans que l'on puisse les distribuer ou organiser des collages. Le contexte sanitaire n'a évidemment pas aidé, mais les nouveaux outils de communication nous ont permis de rester connecté.es.

Or la distribution de tracts permet aux militant.es d'aller au contact direct des salarié.es et, face à une puissance écrasante et manipulatrice des médias au service des pouvoirs politique et économique, rien ne vaut la confrontation d'idées avec celles et ceux de notre classe pour faire grossir nos rangs.

L'écart de frais de fonctionnement entre 2017 et 2018 ne s'explique pas concrètement. Il est fort possible qu'avec une prise en main du nouveau logiciel faite dans l'urgence, certaines dépenses ont été affectées sur des postes différents. On peut tout de même ici se donner une idée assez claire des moyens financiers nécessaires pour subvenir à nos besoins de base et continuer à travailler à la recherche d'économie.

La baisse des dépenses en matériel est le résultat de l'acquisition de machines de reprographie en 2017. Même si nous payons un entretien indexé au nombre de tirages que nous effectuons, nous constatons tout de même une baisse sur le coût global.

Les fluctuations en termes de dépenses de transport s'expliquent doublement.

D'une part, nous avons pu extraire comptablement les frais de transport lié à l'activité internationale, ce qui n'était pas le cas avant 2018. Aussi, du fait de la vétusté de l'ancienne camionnette, nous avons dû faire l'acquisition d'une camionnette d'occasion en 2020.

Les frais juridiques ont été conséquents en 2019 car l'UD s'est constituée partie civile aux côtés d'une de nos ULs contre des pratiques crapuleuses d'une personne qui se disait camarade. Nous sommes toujours en attente du jugement. Par ailleurs, il a fallu soutenir l'Union locale de Villejuif jusqu'au Conseil d'Etat, ce qui a entraîné des frais conséquents. Nous ne le regrettons évidemment pas puisque l'ancienne Municipalité a été déboutée de sa volonté de faire disparaître cet outil précieux qu'est la Bourse du Travail, mis à la disposition des travailleuses et travailleurs du territoire.

Le montant du coût du 20<sup>e</sup> congrès départemental correspond uniquement à la location du lieu dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui. Il sera question lors de la présentation du bilan du congrès et de l'année 2021 d'ajouter tous les coûts annexes. C'est pourquoi, j'insiste sur la participation financière de chaque organisation qui a mandaté un.e ou plusieurs délégué.es à ce congrès de s'acquitter, si ce n'est déjà fait, du paiement de leurs mandats.

Les dépenses de solidarité correspondent essentiellement au reversement des dons reçus par les militant.es, les syndicats et les organisations progressistes qui régulièrement soutiennent nos luttes. En 2017, nous avons réussi à réunir plus de 21 000 € en dons pour soutenir la grève des Travailleurs Sans Papier de Rungis. Entre 2019 et 2020, c'est plus de 75 000 € que nous avons pu récolter pendant le mouvement de grève contre le projet de réforme des retraites. Cette somme n'a bien évidemment pas permis de compenser l'ensemble des pertes de salaires, mais elle a aidé à ce que celles et ceux qui luttaient tiennent. Voilà un exemple concret de la solidarité de classe dont nous sommes fier.es.

Bien que la crise sanitaire ait stoppé notre puissant mouvement de contestation, nous savons que ce gouvernement n'a pas abandonné son projet et il nous faudra peut-être bientôt à nouveau retourner dans la lutte.

Le dernier poste identifié est le reflet de notre activité à l'international.

Je ne reviendrai pas sur les motifs de l'augmentation de nos dépenses en 2019, à l'image de nos recettes. On peut toutefois remarquer que les dépenses à l'international augmentent chaque année. Cette augmentation est le résultat de notre ouverture à de nouvelles coopérations avec le Burkina Faso et la Grèce mais aussi de notre attention renforcée pour envoyer des gestes de solidarité auprès de syndicats de classe comme celui des dockers du Liban, lors de l'explosion du port de Beyrouth en 2020.

Travailler sur le nombre de FNI, le nombre de timbres et le montant du timbre, mais aussi sur la recherche de nouvelles ressources et sur la chasse au gaspillage sont des missions qui incomberont au pôle Politique financière de ce tout prochain mandat. C'est en effet collectivement que nous pourrons renforcer nos pratiques et contribuer à répondre aux exigences d'une organisation forte et efficace.

J'espère avoir été claire et réussi à aiguïser la curiosité de nos camarades qui se pensent loin de ces questions. Comme l'a d'abord dit Cicéron, et Rabelais ensuite dans la bouche de Gargantua, « L'argent, c'est le nerf de la guerre » !

Or pour pouvoir déjouer les pièges que nous tend le système capitaliste et le libéralisme

économique qui veulent nous diviser pour mieux régner, il faut aussi pouvoir comprendre leurs armes et savoir les manipuler.

Vive la lutte, vive la CGT, Vive le 21<sup>e</sup> congrès !



## Rapport Commission MANDATS ET VOTES

Chers-es camarades,

Je souhaite, tout d'abord revenir sur le fait que c'est au mois de novembre 2020 qu'ont commencés les travaux de la commission mandats et votes, initialement composée de quatre camarades de la CE sortante de l'UD. Depuis janvier elle se réunissait tous les lundis afin de faire le point.

En effet, il en aura fallu du temps et de l'engagement pour que nous ayons la capacité de vous présenter ce rapport aujourd'hui. Finalement, peu de syndicats ont fait remonter leurs mandats spontanément pour donner suite à l'envoi des premiers documents en décembre 2020. Les membres de la commission aidés par quelques responsables d'UL, US et du bureau de l'UD ont dû relancer parfois à de nombreuses reprises les syndicats et sections syndicales du département pour que ces derniers désignent leurs délégué.es.

Ces difficultés rencontrées par la commission, comme cela a été discuté ces deux derniers jours, ne sont pas entièrement dues aux différentes restrictions que nous avons connues ces derniers mois mais bel et bien à un mécanisme grandissant de replis sur soi dans l'organisation.

Merci donc aux camarades qui ont aidé la commission y compris les délégué.es qui l'ont intégré depuis mercredi et qui comptent vos votes avec beaucoup de sérieux et de patience, en soulignant, plus particulièrement, l'investissement important de Véro et je vous propose de saluer comme il se doit ce travail.

« Je vous remercie ! »

Ce fut un travail d'organisation, de relance, de vérification, à partir d'éléments chiffrés issus de CoGÉTise, qui nous a permis d'avoir la capacité de valider le nombre de syndicats et de sections syndicales, ainsi que le nombre de voix qu'ils portent au congrès.

Camarades, 217 délégué.es ont participé à notre 21<sup>ème</sup> congrès d'Union départementale pour représenter 111 syndicats ou sections syndicales. Nous étions 325 délégué.es pour 170 bases lors de notre précédent congrès. C'est donc bien moins mais nous pouvons tout de même nous féliciter d'une bonne représentativité des syndicats et sections syndicales du département au vu des règles sanitaires qui nous sont imposées.

Petite précision mes camarades les éléments chiffrés que je vais vous donner sont fait à partir des fiches délégué.es que vous avez transmis et certaines n'était pas complète.

Sur 217 délégué.es, nous recensons 89 femmes et 127 hommes. La parité était le critère prioritaire de la commission mais comme vous le savez camarades, ce sont les syndicats qui désignent les délégué.es. La commission a donc eu raison d'insister, puisque, dans la grande majorité des cas, nous pouvons dire que les syndicats et sections syndicales ont joués le jeu de la parité et même si celle-ci n'est pas atteinte nous progressons sensiblement depuis au moins deux congrès. En effet nous avons progressé de 2% entre le 19<sup>ème</sup> et le 20<sup>ème</sup> congrès en passant de 34, à 36% pour arrivés à 41% aujourd'hui pour notre 21<sup>ème</sup> congrès. On peut donc raisonnablement espérer en faisant partout les efforts nécessaires, que la parité soit définitivement atteinte au 22<sup>ème</sup> congrès

J'en viens, maintenant à la moyenne d'âge du congrès. Les chiffres que vous découvrez à l'écran vous sont présentés par tranche d'âge. Et alors là aussi, excusez-moi du peu, mais ce qui saute immédiatement aux yeux en étudiant ce tableau, c'est que nous avons vraiment de gros efforts à faire pour que les jeunes soient mieux représentés dans nos instances dirigeantes. Cela passe bien évidemment par une meilleure prise en compte de la question de la syndicalisation en direction des jeunes, mais au-delà, de notre capacité à leur faire davantage confiance pour qu'ils puissent assumer des responsabilités syndicales, notamment avec l'aide de la formation syndicale. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes et je pense que nous serons tous d'accord pour dire qu'il existe un véritable fossé entre les moins de 35 ans et la seule tranche d'âge des 36/55 ans. Et pourtant, là aussi camarades, nous pouvons tout de même avoir une petite satisfaction puisqu'avec une moyenne d'âge de 48, ans nous rajeunissons notre moyenne d'1 an, ce qui était déjà le cas lors de notre 20<sup>ème</sup> congrès puisque la moyenne d'âge était de 49 ans et de 50 au 19<sup>ème</sup> congrès. Mais ne nous gargarisons tout de même pas de ces chiffres car à ce rythme nous pourrions espérer atteindre une moyenne d'âge des congressistes de 40 ans lors de notre 29<sup>ème</sup> congrès en 2045.

Autre statistique importante, sur 217 délégué. es 97 ont participé.es à leur premier congrès de l'UD, c'est énorme ; pas loin de la moitié des congressistes et, très précisément 44%. C'est une très bonne proportion et nous pouvons estimer que c'est plutôt positif et bon pour l'organisation qu'autant de camarades aient vécu leur premier congrès départemental.



Nous connaissons l'importance en IDF et Val de marne du salariat d'ingénieurs, cadres, techniciens nous ne cessons de le rappeler inlassablement, comme à chaque élection professionnelle, nous savons que nous devons absolument nous renforcer dans ces catégories. Les chiffres concernant la présence des ICTAM à notre congrès sont en très net augmentation par rapport aux deux précédents congrès puisqu'avec 71 délégués ICTAM nous passons de 15% à 32,7%. C'est peut-être un point d'appui important pour la reconstruction de la commission départementale UGICT.

Concernant la participation de nos camarades retraités, la pandémie en cours n'a véritablement pas aidé à leurs participations ils sont 20 à avoir participé à nos travaux. Nous les saluons chaleureusement, ils étaient 42 au dernier congrès. Ils représentent 9,2% des congressistes contre 13% au précédent congrès

Notre dernier tableau évoque la représentation du public et du privé dans notre congrès.

118 délégués sont issus du public et 81 sont issus du privé. Il y a donc une plus grande représentativité du public que du privé dans notre congrès, ce qui était déjà le cas il y a 3 ans et demi. Cela fait deux congrès maintenant que nous perdons en représentation du secteur privé. Sans vouloir faire de raccourci, peut-être y a-t-il un lien avec nos résultats régulièrement en baisse dans le secteur privé, ainsi qu'à la mise en place des CSE. Une chose est sûre c'est que cette tendance lourde est un argument supplémentaire pour prendre à bras le corps la question de notre déploiement en direction des plus grosses entreprises du privé dans le département afin d'y implanter la CGT.

J'en ai fini avec les chiffres mais comme il en est de coutume, je voudrais saluer et vous inviter à saluer maintenant quelques camarades de notre congrès, chacune, chacun pour des raisons bien précises.

Tout d'abord, les adhésions les plus récentes, il s'agit de :Sophie de l'UPEC Créteil , Sabrina des tx d'Ivry, Carole des tx de Vitry ;Marine du CD 94 et Benjamin des tx de Choisy , qui ont tous les cinq adhéré en 2020, pour les adhésions les plus anciennes : il s'agit de Nelly syndiquée en 1960 de l'UL de Choisy, Nelly et Jean Pierre retraités des cheminots de Vitry syndiqué en 1967. ; la plus jeune a 28 ans , il s'agit de Marine du syndicat

Cgt CD 94, le plus jeune lui a 26 ans il s'agit de Taylan du syndicat multi professionnel de Créteil. La doyenne de notre congrès est aussi Nelly âgée seulement de 82 ans Le doyen de notre congrès est Jean Claude de l'UI de Fontenay âgé seulement de 78 ans. Enfin camarades, sur 9556 voix disponibles, notre congrès était représenté par 5563 voix soit 58,21%. Nos délibérations et nos décisions sont donc validées.

Voilà camarades ce que j'étais chargée de vous présenter. J'espère ne pas avoir été trop longue dans ma présentation, mais il me semblait important de vous donner quelques éléments de comparaison avec nos précédents congrès pour mieux apprécier les chiffres que je vous ai donné.

Un dernier petit mot les camarades, j'invite tous les délégués du 21<sup>ème</sup> congrès à œuvrer dans leurs syndicats, et sections syndicales et dans leurs ULs à faire vivre la démocratie, et à s'impliquer.

Je vous rappelle que dans les mois qui viennent l'ensemble des unions locales de notre département tiendront leurs congrès et qu'il sera important d'y participer activement.

Je vous remercie de votre attention et je vous souhaite une très bonne fin de congrès.





## Rapport de la commission des candidatures-

Cher.e.s camarades,

Le mandat qui se termine aura été âpre, rude chargée de lutte et de combat qui ont été autant d'occasion de solidarité et d'enrichissement interpro.

La lutte des classes est bien réelle, les richesses produites par celles et ceux qui travaillent sont de plus en plus spoliées par une minorité d'ultra riches. Pour conserver leurs privilèges, ils veulent anéantir tous les conquies sociaux arrachés par la lutte des travailleuses et travailleurs.

Du code du travail à la sécurité sociale et l'assurance chômage, tout doit disparaître pour leur assurer une rentabilité financière sans entrave. L'accroissement des luttes et le bilan d'activité de notre UD du Val de Marne témoigne que la CE a joué son rôle d'animation et d'organisation des luttes dans cette période de casse de l'emploi ou aucun secteur n'est épargné.

Dans son rapport d'ouverture, Cédric a développé les enjeux qui se posent à nous dans un contexte inédit de crise sanitaire, les défis auxquels nous allons devoir encore faire face dans ce prochain mandat : l'arrivée des CSE, les lois El Khomri (et ) les ordonnances Macron., la remise en cause du régime des retraites, la santé, la casse de l'éducation nationale, la loi de sécurité globale , le retour des débats nauséabonds sur l'extrémisme et le communautarisme.

L'UD réaffirme également son refus du projet de la loi de la transformation publique en cours et ses dérives anti statutaires.

Les nombreux échanges que nous avons eu lors de ce congrès confirment qu'il va falloir se retrousser les manches pour relever ces défis. Et renforcer la riposte générale du « tous ensemble » que l'on soit retraité ou étudiant, que l'on soit avec un emploi ou sans c'est ce collectif gagnant qui réussira à déjouer tous les mauvais coups, les projets du patronat et du gouvernement tant débattus durant ces trois jours.

La commission exécutive est l'organisme dirigeant de l'UD94. Il lui appartiendra de mettre en œuvre l'activité départementale entre deux congrès et d'assurer la bonne marche de l'Union Départementale avec la ligne de conduite voter par les congrétistes.

La commission des candidatures est chargée de la construction de la future commission exécutive, elle est mandatée par la commission exécutive sortante dès la convocation du futur congrès.

Des critères sont arrêtés par celle-ci et proposés à la commission exécutive sortante. Il s'agit de veiller aux équilibres femmes/ hommes, territoires, professions, catégories, âge... Les candidatures sont proposées par les syndicats. La commission exécutive sortante arrête le nombre et la liste des candidatures sur proposition de la commission des candidatures. La liste est portée à la connaissance des syndicats pendant le congrès.

Dans ce contexte social très dégradé et d'urgence sanitaire la commission des candidatures a œuvré collectivement pour organiser et présenter une liste des candidatures la plus représentative possible respectant les critères que je viens de citer et les orientations données par le congrès.

Un exercice toujours aussi ardu mais rendu encore plus compliqué compte tenu du contexte sanitaire qui nous a contraint à revoir l'organisation habituelle de notre congrès. La mise à distance physique a réduit considérablement nos espaces de communication. L'incertitude jusqu'au dernier moment de la tenue de notre congrès a mis à mal les conditions de son organisation pour nos structures et nos syndicats.

Les attaques toujours plus violentes portées contre les travailleuses et les travailleurs, contre les syndicats, ont entraîné le repli des camarades sur leurs entreprises et ce à différents niveaux de responsabilité. La prochaine CE devra lutter contre ce phénomène pour jouer pleinement son rôle de développement de l'activité interpro

Pour cela nous devons discuter des moyens syndicaux autour de l'évolution de nos forces organisées, l'affaiblissement des UL et US, voir de notre Union départementale. Nous devons impérativement renforcer nos structures, pour être aux plus proches des camarades qui luttent dans leurs entreprises ou leurs collectivités et créer toujours plus de lien

La commission a donc commencé son travail en adressant une note aux syndicats et sections syndicales afin de leur expliquer l'importance des enjeux syndicaux et politiques de la période :

- casser les barrières, dédramatiser et valoriser l'intérêt du mandat, être porte-parole de notre organisation,

- trouver des liens entre les différents secteurs pour renforcer notre propre organisation et pas se refermer sur soi, participer à des commissions afin d'y apporter sa contribution et d'enrichir les moyens dans son propre syndicat (commission formation, égalité femmes-hommes, juridique...)
- apporter de nouvelles idées en termes de communication, de mode de fonctionnement,
- renforcer le lien entre l'UD, les ULS US et son propre syndicat.

Nous avons également mis l'accent sur la nécessité de persuader les camarades de l'importance de s'impliquer dans le rôle de membre de direction de l'UD en rappelant que l'action commune favorise l'interpro et donc l'action syndicale de son propre secteur. Malheureusement force est de constater que nous avons à déplorer l'absence de candidature de bases syndicales importantes ou de certains secteurs d'activité fortement présents sur notre territoire comme : la METALURGIE, les PORTS ET DOCKS, AIR France .

Avant de vous présenter la liste des candidatures retenues, permettez-moi de remercier l'ensemble des membres de la commission des candidatures pour leur travail et leur investissement tout au long de ces derniers mois. Des camarades qui ont eu en charge d'étudier la recevabilité de chaque candidature jusqu'à mercredi soir.

Un remerciement à l'ensemble des camarades de la CE sortante, pour leur implication, leur disponibilité qui ont été nécessaires pour répondre aux exigences de la situation sociale.

S'agissant de mon 1<sup>er</sup> mandat j'ai pu constater le travail important de nombreuses et nombreux camarades pour aider à rassembler notre camp, dans l'objectif de nous défendre contre l'exploitation capitaliste et faire en sorte de gagner du terrain vers l'émancipation par la transformation de la société.

Cette conscience doit perdurer dans notre UD. Un big up aux camarades qui ont fait le choix de ne pas reconduire leur candidature mais qui resteront j'en suis sûr non loin de nos actions et qui continueront à lutter à nos côtés.

Un remerciement également au nom de la CE sortante à l'ensemble de nos organisations pour avoir contribué à la préparation, d'assemblées générales de syndiqué.e.s afin de débattre de la construction de la nouvelle CE départementale qui aura la responsabilité de mener la lutte dans notre département.

Le choix initial de maintenir une Commission Exécutive d'une cinquantaine de camarades n'a pas pu être acté à ce jour. En effet nous avons reçu que 43 candidatures cela peut s'expliquer par la difficulté pour les syndicats de mener en amont les discussions avec leurs syndiqué.e.s dans ce contexte de lutte intense et de crise sanitaire. La prochaine CE pourra œuvrer à son renforcement dans l'intérêt général de l'UD , conformément à nos statuts qui permettent la cooptation de camarade(s) en cours de mandat . Cela devra se faire en tenant compte des objectifs retenus comme l'a fait la commission des candidatures.

#### A savoir :

- Veuillez à prendre en considération les besoins de l'organisation (camarades suffisamment formé.e.s sur l'international , l'organisation , le juridique, le revendicatif, la syndicalisation, la communication, ainsi que la formation .
- La place des femmes à la Commission Exécutive de l'UD doit être une priorité absolue de notre UD pour pouvoir contribuer à l'équilibre femmes/hommes dans le partage des responsabilités
- Les jeunes doivent être aussi une priorité pour permettre le rajeunissement dans nos exécutifs de direction.
- L'équilibre devra être respecté entre le public/ privé, territoires, Secteurs professionnels, gros et plus petits syndicats. Dans le respect les statuts et les orientations donnés par le 21<sup>ème</sup> congrès.

Nous serions ainsi en mesure, d'incarner et de déployer une activité départementale CGT toujours plus efficace et collective, rayonnant davantage sur l'ensemble de nos réalités organisationnelles.

Après l'étude minutieuse des 43 candidatures et un débat riche autour des objectifs et des orientations de lutte de notre UD, la commission des candidatures vous propose une liste de 44 camarades dont 3 pour la CFC

. Cette liste de candidat.e.s a été validé par un vote à l'unanimité des membres de la commission lors de la dernière réunion mercredi soir.

ALGUL	ALI
AMAR	BENJAMIN
BIGAND	VIVIANI ISABELLE
BLANCHET	MARIE
BOULLION	GAELE
CORMIER	FABIEN
COTEL	NOLWENN
DANDURAND	SEBASTIEN
DIAGOURAGA	MAHAMADOU
DINI	BOUCHRA
EUSTASE	ISABELLE
FILHOL	BARBARA
GARNIER	NATHALIE
HEMMAR	M.HELENE
JOUANNO	FRANCK
KENOUSI	SAMI
LAGAYE	THIERRY
LEGER	JULIEN
MACEDO	ANA
MALAPA	EWEDA
MANIGLIER	OPHELIE
MOUSSET	HERVE
POURRE-BARROIS	COLINE
QUINTIN	CEDRIC
SOEN	VALENTIN
STAAT	GERARD
VIAU	CAROLINE
VIELLEPEAU	MATHIEU
VINCIGUERRA	CATHY
VISCONTI	CARMELO
ASMANI	AHMED
BOULKEROUA	MARC

BENACEUR  
COLLEMINÉ  
DJERRAH  
EL GAMAL  
GILLET  
GINIOT  
KESEN  
M'BARK  
PEAN

ALINE  
PASCAL  
SANDRA  
ALEXANDRE  
MARIE  
GUY-PASCAL  
Mustafa  
BARI  
GUILLAUME

Pour la CE 18 candidatures féminines et 23 candidatures masculines, dont 30 candidatures sortantes avec un taux de renouvellement de 28.6 % représentatifs de plusieurs secteurs professionnels.

Public : 24 Privé : 17

Catégories 26 employé(e)s et 15 cadres

Le plus jeune a 33 ans le doyen 69 ans, avec une moyenne d'âge de 47 ans

Pour la CFC : 2 femmes du secteur public , 1 homme :retraité du secteur privé

Pour la CFC : 2 femmes du secteur public , 1 homme :retraité du secteur privé

CHAILLEY	JEAN CLAUDE
HEBRARD	JANINE
VOISIN	ISABELLE

Il nous faut faire un point aussi sur les SG d'UL qui manquent si nous voulons respecter les orientations que nous nous sommes fixées sur la présence nécessaire à la prochaine commission exécutive des SG d'UL, afin de renforcer le lien étroit entre les Unions locales, les syndicats et l'UD.

2 candidatures n'ont pas été retenues :

Une sur le territoire d'Ivry car il s'est avéré, après vérification, qu'elle n'était pas statutairement recevable et donc la camarade a retiré d'elle-même ça candidature.

L'autre est issue d'un syndicat du territoire de Vitry.

Nous l'avons dit : le souci de la commission des candidatures a été de proposer une liste résolument actrice du travail en intropro, de la création de liens entre nos syndicats et nos territoires de l'animation des luttes et des solidarités entre camarades, avec la mises à disposition de moyen syndicaux pour permettre la réalisation des orientations fixés par les congressistes

CHAILLEY JEAN  
CLAUDE HEBRARD JANINE  
VOISIN ISABELLE

Les difficultés rencontrés c'est derniers temps avec ce syndicat ne nous paraissent pas en adéquations avec les objectifs et orientations fixées.

Nous parlons là du positionnement incompréhensible du syndicat vis-à-vis de l'UD, de l'UL et plus globalement de l'action interprofessionnelle. Nous parlons également de la réduction de moyens syndicaux à l'interpro et de la suppression des moyens au secrétaire général de l'UL de Vitry.

Clairement ce ne sont pas les orientations et objectifs de lutte que nous nous sommes donnés à travers le document d'orientation adopté.

la posture est à l'opposé des besoins de mutualisation des moyens pour faire fonctionner toutes nos structures. Moyens servant aussi et surtout à l'implantation de la CGT ailleurs. C'est le rôle et la mission d'un syndicalisme confédéré.

La position de ce syndicat a été débattu et contesté par l'ensemble des syndicats de l'UL de Vitry, par l'UD et par la fédération des

services publics.

Malgré cela le syndicat est resté sur sa position. Dans ces conditions la candidature qu'il met à disposition de la CE ne nous apparaît pas opportune dans l'état actuel des choses.

Cette décision n'a pas vocation à être définitive. Comme nous l'avons dit une cooptation est possible en cours de mandat.

La commission des candidatures les invite donc ainsi que la future direction départementale, à travailler ensemble pour retrouver un nouvel espace de travail en commun sur la base des orientations que nous nous sommes données et mener ensemble les nombreuses luttes à venir.

Nous espérons que le dialogue nécessaire à un apaisement salutaire pourra se renouer entre la future direction de l'UD et le syndicat, pour le bien commun de notre organisation.

Nous avons besoin au sein de notre direction départementale de coordination, de cohésion, de respect de chacune et chacun pour pouvoir mener à bien nos combats. Nous avons besoin d'une commission exécutive composée de camarades pouvant nourrir un débat contradictoire mais constructif, faisant front commun, unis et soudés sur la base de nos orientations

communes pour mener à bien nos luttes en interpro sur l'ensemble du département.

D'ailleurs, le besoin d'avoir des échanges, sur notre fonctionnement à venir c'est fait sentir chez certains et certains camarades de la CE sortante.

En relation, notamment, avec la suppression des droits syndicaux subis dans beaucoup d'entreprises accentués par la période. La charge mentale des camarades pèse de plus en plus lourd,

La prochaine CE devra impérativement engager des discussions et je dirais même prendre des décisions pour aider nos militants.

avec la mise en place de réunions d'écoute par exemple avec des personnes expertes de la santé mentale.

Pour finir et laisser place aux débats, qui seront au rdv j'en suis certaine

je vous rappelle juste qu'une fois élue la commission exécutive se réunira durant la pose pour élire en son sein la ou le secrétaire Général.e et la ou le

secrétaire à la politique financière.

Elle se réunira ensuite aussi souvent que les circonstances l'exigeront sur convocation du bureau de l'UD.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

Tout membre de la CE élue sera tenu de participer aux réunions sauf cas de force majeure.

Merci pour votre attention !





# Résultat de l'élection de laCE de l'UD

## Résultats Election CE UD

S/N	NOM	Prénom	Entreprise	FD	UL	Public Privé	NB de VOIX	%
1 S	ALGUL	ALI	CARREFOUR	COMMERCE	IVRY	privé	4963	99,44%
2 S	AMAR	BENJAMIN	EDUCATION	FERC	CRETEIL	public	4962	99,42%
3 S	BIGAND VIVIANI	ISABELLE	ADP	TRANSPORTS	ORLY	privé	4961	99,40%
4 S	BLANCHET	MARIE	VEOLIA	SERV. PUB	CHOISY	privé	4940	98,98%
5 S	BOULLION	GAELE	CD 94	SERV. PUB	CRETEIL	public	4963	99,44%
6 S	CORMIER	FABIEN	RATP	TRANSPORTS	IVRY	public	4963	99,44%
7 S	COTEL	NOLWENN	C.FOIX	SANTE	IVRY	public	4878	97,74%
8 S	DANDURAND	SEBASTIEN	SD FAPT	FAPT	CRETEIL	public	4915	98,48%
9 S	DIAGOURAGA	MAHAMADOU	SITA SUEZ	TRANSPORTS	BONNEUIL	privé	4221	84,57%
10 S	DINI	BOUCHRA	L'OREAL	CHIMIE	RUNGIS	privé	4963	99,44%
11 S	EUSTASE	ISABELLE	IGR	SANTE	VILLEJUIF	privé	4963	99,44%
12 S	FILHOL	BARBARA	EHPAD	SANTE	FONTENAY	public	4963	99,44%
13 S	GARNIER	NATHALIE	MAIRIE CHOISY	SERV. PUB	CHOISY	public	4915	98,48%
14 S	HEMMAR	M.HELENE	MAIRIE CHAMPIGNY	SERV. PUB	CHAMPIGNY	public	4963	99,44%
15 S	JOUANNO	FRANCK	ENEDIS	FNME	CHAMPIGNY	public	4963	99,44%
16 S	KENOUSI	SAMI	RATP	TRANSPORTS	RUNGIS	public	4963	99,44%
17 S	LAGAYE	THIERRY	CARTES ET SERVICES	MÉTAUX	RUNGIS	privé	4962	99,42%
18 S	LEGER	JULIEN	CD 94	SERV. PUB	CRETEIL	public	4684	93,85%
19 S	MACEDO	ANA	EDUCATION	FERC	IVRY	public	4778	95,73%
20 S	MALAPA	EWEDA	RETRAITEE	SANTE	VILLEJUIF	public	4915	98,48%
21 S	MANIGLIER	OPHELIE	DDFIP 94	FINANCES	CRETEIL	public	4963	99,44%
22 S	MOUSSET	HERVE	ETAI	SANTE	VILLEJUIF	privé	4915	98,48%
23 S	POURRE-BARROIS	COLINE	CD 94	SERV. PUB	CRETEIL	public	4519	90,54%
24 S	QUINTIN	CEDRIC	UD	ORG SOC	CRETEIL	privé	4369	87,54%
25 S	SOEN	VALENTIN	TX VITRY	SERV. PUB	VITRY	public	4593	92,03%
26 S	STAAT	GERARD	TX GENTILLY	SERV. PUB	GENTILLY	public	4937	98,92%
27 S	VIAU	CAROLINE	MAIRIE IVRY	SERV. PUB	IVRY	public	4963	99,44%
28 S	VIELLEPEAU	MATHIEU	TX FONTENAY	SERV. PUB	FONTENAY	public	4963	99,44%
29 S	VINCIGUERRA	CATHY	PRIMARK	COMMERCE	CRETEIL	privé	4963	99,44%
30 S	VISCONTI	CARMELO	GALERIES	COMMERCE	RUNGIS	privé	4879	97,76%
31 N	ASMANI	AHMED	DALTHYS	COMMERCE GROS	Thiais Choisy	privé	4991	100,00%
32 N	BOULKEROUA	MARC	VEOLIA	SOCIETES D'ETUDE	Ivry	privé	4991	100,00%
33 N	BENACEUR	ALINE	EDF	FNME	VITRY	public	4991	100,00%
34 N	COLLEMINI	PASCAL	SANOFI	CHIMIE	VITRY	privé	4968	99,54%
35 N	DJERRAH	SANDRA	TX ARCUEIL	SERV. PUB	Arcueil	public	4965	99,48%
36 N	EL GAMAL	ALEXANDRE	RATP	TRANSPORTS	VITRY	public	4921	98,60%
37 N	GILLET	MARIE	ALBERT CHENEVIER AP-HP	SANTE	CRETEIL	public	4991	100,00%
38 N	GINIOT	GUY-PASCAL	FNAC DARTY	COMMERCE	IVRY	privé	4991	100,00%
39 N	KESEN	MUSTAFA	PIZZORNO	TRANSPORTS	VITRY	privé	4985	99,88%
40 N	M'BARK	BARI	PRO A PRO	COMMERCE	RUNGIS	privé	4968	99,54%
41 N	PEAN	GUILLAUME	SNCF	CHEMINOTS	VSG	public	4991	100,00%
<b>CFC</b>								
42 S	CHAILLEY	JEAN CLAUDE	RETRAITE	COMMERCE	FONTENAY	privé	4991	100,00%
43 S	HEBRARD	JANINE	RETRAITEE	SERV. PUB	IVRY	public	4991	100,00%
44 N	VOISIN	ISABELLE	TX UGICIT VITRY	SERV. PUB	VITRY	public	4991	100,00%

NOMS ajoutés à la liste et non élus								
BENMOHAMED	AMINA	TX VITRY	SERV. PUB	VITRY			1688	33,82%
CHARALAMBOUS	ANTIGONE	MONDOR ASAO	SANTE	CRETEIL			783	15,69%
SALL	OUMAR	ICTS ORLY		ORLY			79	1,58%

44 candidatures retenues / 30 sortantes -11 nouvelles (CE de l'UD)

Privé : 17  
Public : 27  
Femmes : 20  
Hommes : 24

## Conclusions du 21<sup>ème</sup> Congrès

Cher.e.s camarades,

J'ai donc la tâche de conclure nos 3 jours de travaux, tâche qu'il convient d'aborder en toute modestie, tant nos débats furent riches et qu'il me serait impossible d'en faire une synthèse exhaustive. D'autant plus que je suis sûr que, comme moi, il vous tarde de boire un coup fraternel. Je ferai donc concis et ce sera à la nouvelle direction élue de faire un bilan de ce congrès avant que ne soit rédigé et transmis à l'ensemble des syndicats du département un compte rendu plus précis de nos débats.

Je vais commencer par ce qui nous aura finalement valu le débat le plus houleux, l'élection de la nouvelle direction. Même si cette question n'est pas à négliger, sincèrement, cela montre que finalement, sur le principal, c'est-à-dire nos orientations, nous partageons très largement les mêmes analyses. C'est cela le plus important !!!

Alors, forcément, la direction sortante n'aura pas tout fait parfaitement, et les critiques quand elles sont constructives, sont toujours bonnes à prendre pour s'améliorer, et c'est ce que devra s'efforcer de faire la nouvelle CE. N'oublions pas que « la critique est aisée mais l'art est difficile ». C'est normal d'être exigeant les uns envers les autres mes camarades. Les syndicats et les UL sont exigeants vis-à-vis de l'UD, c'est normal, tout comme il est normal que l'UD soit exigeante vis-à-vis des syndicats et des UL ; mais gardons juste à l'esprit Ô combien l'art est difficile dans la période, soyons bienveillants et gardons à l'esprit en permanence l'intérêt de l'organisation. C'est pourquoi la nouvelle direction aura besoin de considérer ce mandat comme une priorité dans notre activité syndicale, et nous aurons encore plus besoin, de la participation de l'ensemble de nos syndicats du département à l'activité interprofessionnelle, tout comme l'interpro devra continuer à être en soutien constant des secteurs professionnels.

Vos interventions pendant ces 3 jours montrent à quel point le contexte social, politique et économique dans lequel nous sommes porte son lot de colère, de craintes, de doutes parfois mais surtout de détermination face aux coups qui nous sont portés, quel que soit le secteur d'activité (public ou privé), et donc face aux défis qui nous sont imposés. C'est d'une certaine façon rassurant car cela montre une nouvelle fois que nous sommes pleinement conscients du rôle central que doit jouer la CGT en France, et plus largement, au sein d'un syndicalisme de lutte de classe au niveau mondial.

Au-delà même de la validation de notre document d'orientation et des décisions qu'il contient et qui nous responsabilisent toutes et tous, ce congrès aura vu se tenir 4 débats, parfaitement connectés avec les enjeux auxquels nous sommes confrontés. A la fois sur un enjeu sociétal, celui de la santé, un autre sur les enjeux internationaux, un autre sur notre syndicalisme et enfin celui sur notre organisation interne et notre renforcement.

Ces 4 débats, même s'ils auront réduit le temps passé sur nos documents, auront, j'en suis sûr, permis de faire avancer notre réflexion collective sur des sujets structurant de notre activité. Ces thèmes, qui même s'ils ont toujours été centraux à la CGT, ne sont, pour certains revenus au cœur de l'actualité, qu'à la malheureuse faveur d'une terrible crise du Capital qui a pris la forme d'une crise sanitaire. Crise qui aura eu comme seul mérite de mettre en lumière pour le plus grand nombre, que leurs profits valent plus que nos vies. Et c'est bien cela, l'enjeu majeur de ces prochains mois et prochaines années, c'est d'agrèger autour de nos revendications, bien au-delà de nos militant et de nos syndiqués. De maintenir ce niveau souvent trop éphémère de conscience retrouvée, que bien évidemment nos ennemis tentent d'ensevelir sous le fumier idéologique de la sécurité, synonyme pour eux de suppression des libertés et du rejet de l'autre. Notre société est en voie de fascisation et à un rythme assez hallucinant. Qui d'entre nous auraient imaginé lors de notre précédent congrès que nous ne pourrions plus manifester sans être la cible de constantes violences et insultes, qui aurait imaginé des tribunes de militaires factieux, des manifestations de policiers appelant à faire sauter les digues de la Constitution, et cela avec le soutien d'une grande partie de la classe politique et des grands médias ? Le processus est lancé, alors comment, nous, qui incarnons le syndicalisme de rupture et de progrès allons réagir ? Ce qui ressort de nos échanges, mais aussi de la journée que certains d'entre nous ont passé à Gardanne la semaine dernière, c'est ce que certains appellerons de la radicalité, mais qui en fait n'est que du bon sens. Une CGT de combat, porteuse d'un projet de société, d'une organisation entièrement tournée vers le renforcement et la lutte.

Une CGT qui rompe avec cette dislocation idéologique qui ronge au-delà même de notre syndicalisme, mais plus largement les forces progressistes, laissant le champ libre aux ultra-libéraux de différentes couleurs, du rose au brun en passant par le vert et le bleu. Et pour cela il va nous falloir nous serrer les coudes, être organisés et déterminés. C'est le message que je retiens de ce congrès, avec, c'est peut-être très personnel, comme moment particulièrement fort, les messages de nos camarades de Grèce, du Fasso et de la FSM. Car au-delà d'entendre et voir des camarades qui n'ont pas pu être présents physiquement avec nous, cela me réchauffe, me rassure peut-être aussi, de

savoir que l'Internationalisme de classe existe, et que nous en faisons partie. Nos analyses sont pertinentes, nos revendications sont justes, mais notre outil syndical est émoussé, et nous n'arriverons pas à concrétiser nos espoirs sans une organisation affûtée.

Nous, toute et tous, devons faire vivre les décisions que nous venons de prendre ensemble, mais bien au-delà, nous devons faire face aux enjeux qui se présenteront à nous et qui, nous le savons, sont majeurs. Je le disais, nous ne sommes pas loin que les heures les plus sombres de notre histoire moderne puissent se répéter. Souvent, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Et bien c'est aussi valable pour notre organisation, du syndicat à la confédération en passant par l'UD et ses UL. Le repli sur soi et l'institutionnalisation sont des poisons pour la CGT toute entière. La démocratie n'est qu'une façade si elle n'est appliquée qu'une fois tous les 3 ans. Nous avons un besoin vital, et jepèse mes mots, vital, de retrouver du lien avec nos syndiqués, nous devons plus impliquer nos camarades à la vie des syndicats pour que la base pèse plus sur l'appareil.

La nouvelle Commission Exécutive devra maintenir un lien permanent avec les syndicats du territoire. Pas juste celui dont nous sommes issus, mais tous.

Ce congrès aura été de très bonne tenue, entout cas c'est mon sentiment personnel, mais il n'est en fait que l'aboutissement d'un mandat et le début d'un autre. Sa préparation, son organisation aura reposé sur trop peu de camarades, qui ont donc dû déployer beaucoup d'énergie pour arriver à ce résultat en pleine crise sanitaire. C'est une raison supplémentaire encore pour les saluer chaleureusement, les remercier. Je ne les citerai pas nominativement, mais des camarades qui se sont impliqués dans les différentes commissions, aux camarades administratives, à quelques jeunes retraités qui nous ont fait bénéficier de leur expérience, jusqu'aux camarades de l'ALS ainsi qu'à celles et ceux qui ont tenu le bar, sans oublier les exposants qu'ils soient de la CGT ou pas, à l'IHS, Indecosa, aux personnel des Esselières, et bien évidemment à nos invités, Laurent pour l'URIF,

Christophe, Stéphane, et Georges pour leur expertise lors de nos débats. Mais in fine, un congrès n'est réussi que grâce aux interventions des délégués et aux présidences et co-présidences qui ont su tenir les débats dans le respect de la démocratie, alors merci à vous toutes et tous mes camarades.

Je tenais à remercier également les camarades de la CE du dernier mandat qui n'ont pas renouvelé leur candidature. Et tout particulièrement 2 camarades. Odette Terrade, SG de l'USR 94, qui quitte la CE et quittera ses responsabilités à l'USR prochainement, lors de leur futur congrès. La nouvelle direction de l'UD réfléchira, avec les retraités, à la succession d'Odette, et nous la remercierons comme il se doit à ce moment-là. Un autre camarade est à mettre particulièrement à l'honneur, il aura animé pendant de nombreuses années et avec brio le collectif TSP 94, qui aura su, avec d'autres, construire et organiser des luttes majeures dans notre département, qui aura participé comme peu de camarades à l'activité interpro. Je ne vais pas en faire des caisses, déjà parce que je ne sais pas le faire, et puis parce que vous l'avez pour la plupart reconnu, il s'agit de Philippe Jaloustre. Alors cela fait un moment que Philippe est à la retraite, et comme c'est un camarade très responsable, il a décidé de laisser la place puis préparé la relève. Il quitte ses responsabilités syndicales en sachant que le collectif continuera de fonctionner correctement. Et puis je suis convaincu qu'il continuera à être présent à nos côtés. Caro lui remettra un cadeau symbolique, on pourra je pense remercier Philippe par nos applaudissements.

Cette saloperie de virus nous aura interdit la plupart de nos moments de franche camaraderie et de fraternité depuis plus d'un an. Même si notre pot de clôture ne rattrapera clairement pas ces instants perdus, profitez-en et je suis convaincu que nous aurons bientôt l'occasion de nous retrouver sans masques et sans gestes barrières.

En attendant ce jour, nous nous retrouverons vite dans les luttes, les manifestations, dans les congrès de nos UL, et dès demain pour unemontée historique au mur des fédérés pour

célébrer le 150<sup>ème</sup> anniversaire de la commune, puis les 15 et 22 juin dans nos luttes interprofessionnelles pour le service public de la santé et de l'énergie, et aussi d'ici le 23 juin dans les différentes initiatives pour revendiquer la levée du blocus infâme contre Cuba.

Vive le 21<sup>ème</sup> congrès de l'UD du Val de Marne, et vive la CGT !



*la*  
**cg**t  
*Val de Marne*

**21<sup>e</sup> Congrès**  
**de l'union**  
**départementale**  
26, 27 et  
28 mai 2021

